

TORNATA DEL 19 MARZO 1857

PRESIDENZA DEL PRESIDENTE AVVOCATO CARLO CADORNA.

SOMMARIO. Omaggio — Relazione sul progetto di legge per l'ordinamento amministrativo del culto israelitico — Segu-
guito della discussione generale del progetto di legge per modificazioni ad alcuni articoli del Codice penale — Discorsi
dei deputati Chenal e Mazza Pietro — Discorso del ministro di grazia e giustizia in risposta ad alcuni oratori, e suoi
cenni statistici sulla diminuzione dei reati — Spiegazioni del deputato Genina — Discorso del deputato De Viry, e pro-
posizioni di modificazioni.

La seduta è aperta alle ore 1 1/2 pomeridiane.

MONTICELLI, segretario, legge il processo verbale della precedente tornata.

OMAGGIO.

PRESIDENTE. L'avvocato Giacomo Andrea Musso fa omaggio alla Camera di due esemplari d'un suo opuscolo intitolato: *Cenni sul progetto di riforma al Codice penale*. Saranno deposti alla biblioteca.

RELAZIONE SUL PROGETTO DI LEGGE PER LA RIFORMA DEGLI ORDINAMENTI AMMINISTRATIVI DEL CULTO ISRAELITICO.

PRESIDENTE. Il deputato Farina Paolo ha la parola per la presentazione di una relazione.

FARINA P. Ho l'onore di presentare alla Camera la relazione sulla riforma dell'ordinamento amministrativo ed economico del culto israelitico. (Vedi vol. *Documenti*, pagina 40.)

PRESIDENTE. Sarà stampata e distribuita.

SEGUITO DELLA DISCUSSIONE DEL PROGETTO DI LEGGE PER MODIFICAZIONI AL CODICE PENALE.

PRESIDENTE. L'ordine del giorno porta la continuazione della discussione generale del progetto di legge per modificazioni al Codice penale.

La parola spetta al deputato Chenal.

CHENAL. Je viens encore une fois, dans la mesure de mes forces, combattre la peine de mort que je déplore de voir maintenue dans nos lois.

Cette répulsion que j'éprouve pour une telle pénalité n'est pas une absence de haine pour le crime; c'est moins encore un encouragement à son extension; ce n'est de ma part que l'abstention qui s'adresse à un acte qui ne peut être que nuisible à l'humanité.

C'est en vain que l'on nous répète que la peine de mort est chose sainte, qu'on lui doit du respect, qu'elle est la sauvegarde de la société. On me permettra bien d'être fort incrédule à cette sainteté-là. En acceptant cette canonisation, les crimes qui entraînent la peine de mort auraient dû dès longtemps disparaître, ou du moins s'affaiblir; substituée à tout autre peine, celle de la mort suppose l'infailibilité du tribunal qui la prononce; et cependant chaque jour nous voyons des Cours d'assise en dissidence sur cette peine capitale; les unes dire *oui* et les autres dire *non*, et cela au sujet du même accusé et sur des faits identiques.

Si cette sentence est soumise à un appel, si elle est souvent infirmée, si elle devient souvent encore un instrument de vengeance entre les mains de la politique, si la prévention qui est, dit-on, le vice du magistrat le plus intègre, si la passion, les préjugés, la complaisance d'un juge peuvent avoir part à son application, si enfin cette peine peut être remplacée par une autre moins cruelle, réparable, pourquoi donc la société ne renoncerait-elle pas à en faire usage? Ne serait-ce pas le devoir de tout le monde, de tous les partis de réclamer son abolition? S'il était donné à l'homme de pouvoir supputer les assassinats juridiques, commis au nom de la morale, de la foi, de la politique, l'humanité épouvantée reculerait d'horreur. Mais comme la terre couvre les victimes, que les morts ne ressuscitent pas, la légèreté humaine continue à se familiariser avec ce supplice affreux.

En expiation des crimes commis en son nom, la religion elle-même élève la voix pour sa disparition chaque jour dans les feuilles publiques, les échos des victimes qui périssent sur les bûchers de l'inquisition viennent attrister nos coeurs. Qui ne doute, si cette peine eût été abolie dans les siècles passés, si le tribunal appelé par antithèse Saint-Office eût été dans l'impossibilité de l'appliquer, que le catholicisme ne fût aujourd'hui cent fois plus respecté qu'il ne l'est? S' imagine-t-on que les lueurs de sang que réfléchit ce tribunal soient de nature à faire honorer le clergé? Si quelques hommes égarés osent encore plaider cette cause impie, il faut à la fois plaindre leur cœur et leur raison.

Si au point de vue religieux, je n'ai pas le droit d'attenter à ma vie, si je la tiens de Dieu, si Dieu seul en est l'arbitre,

la société peut-elle avoir sur elle plus de droit que moi? Quel orgueil n'y a-t-il pas à se croire appelé à venger Dieu, à le peindre toujours à l'image de nos passions, de notre hypocrisie, de nos préjugés et de nos vices! Les Egyptiens vengaient aussi le bœuf Apis, leurs dieux Chats et leurs dieux Crocodiles! Quelques Asiatiques vengent encore leurs dieux Serpents, leurs dieux Eléphants, leurs dieux Singes. Les sauvages vengent leurs dieux Fétiches. Louis XIV faisait pendre un soldat suisse qui, dans un instant d'ivresse, sans avoir la conscience de lui-même, avait frappé de son sabre une Madonne. Il aurait peut-être mieux fait de se corriger de son penchant à l'adultère. C'eût été plus religieux.

L'ancien Testament admettait, il est vrai, la peine de mort; mais il ne peut être une autorité pour nous. S'il devait être un modèle, pourquoi alors ne rétablirions-nous pas l'esclavage et le concubinage qui en sont inséparables et qu'il tolérait? En ne parlant aux Hébreux que d'une félicité toute terrestre, Moïse a pu se croire autorisé à disposer de la vie de l'homme qui troublait cette félicité, qui compromettait le bonheur commun. Sa pensée s'arrêtait à la terre. Cela est si vrai, que les Sadducéens, qui ne croyaient pas à l'immortalité de l'âme, étaient néanmoins reçus au nombre des Lévités hébreux, ainsi que Bossuet l'avoue lui-même dans son *Essai sur l'histoire universelle*.

En adoptant la loi mosaïque, on pourrait donc adopter, avec la même intelligence, l'esclavage qui fait de l'homme la chose de l'homme.

De telles lois ont-elles bien le droit d'être invoquées par des chrétiens? Pense-t-on qu'elles aient encore à leurs yeux la sanction de la divinité? Le libre arbitre, les progrès de l'âme, son amélioration, sont inséparables de son immortalité. Or, tuer l'homme sans chercher à le ramener au bien, sans le réconcilier avec lui-même, avec son semblable et avec Dieu, n'est-ce pas le supposer incorrigible, nier son libre arbitre, l'assimiler à une machine aveugle, faire Dieu auteur du mal ou plutôt nier sa justice en invoquant son nom? Pour ma part, je ne mets pas un repentir inspiré par l'échafaud sous le poids de la plus affreuse des contraintes morales à l'égal de celui dicté à l'accusé dans le calme de l'âme. Le premier est bien plus l'expression de la frayeur que du cœur.

Je ne vois dans tout cela que la négation de l'amélioration du cœur, du progrès humain, que le dogme de la fatalité qui nie ce perfectionnement, la prédestination absolue à des crimes sans fin, l'assimilation de l'homme à des animaux sauvages qu'on ne peut apprivoiser. Avec la peine de mort, le retour au bien est interdit au coupable.

L'inscription du Dante mise sur les portes de l'Enfer: *Ici toute espérance est à jamais bannie*, semble empruntée par la loi pour être placée sur le frontispice d'un cachot; elle devient celle du malheureux dont nous faisons légalement un réprouvé. Mais est-ce donc là notre mission morale? La peine de mort implique la perversité incurable de l'homme, et l'inutilité même de la prière à Dieu en découle naturellement.

Si le crime une fois entré dans l'âme ne peut plus en sortir, nous devons être implacables et ne plus laisser aucune place à la pitié. C'est alors nier le remords, c'est la doctrine de Mahomet, c'est la réhabilitation de ce faux prophète.

Quand nous pouvons jeter un pont sur la profondeur qui sépare momentanément le condamné de la société, nous préférons l'ensevelir dans un abîme! Nous opposons une négation toujours inféconde à toute tentative amélioratrice. A l'aide de cette arme dont s'arment tous les égoïsmes, tous les adversaires du progrès, nous appelons cela de la légalité.

Oh! si quelque chose pouvait corriger l'humanité, on devrait croire qu'après le déicide par elle commis, elle devrait avoir horreur de la peine de mort, elle devrait à jamais la maudire: après s'être ainsi trompée, elle devrait pour toujours s'en abstenir! Mais non, il n'en est point ainsi; d'autres Christ viendraient au monde qu'elle commettrait le même forfait, qu'elle leur ferait subir, en grande cérémonie, le même supplice, au nom de l'ordre, de la patrie et de la religion.

C'est en vain que la conscience humaine crie que dans le doute, il vaut mieux sauver un coupable que de sacrifier un innocent; qu'en présence des enseignements si éloquents de l'histoire, l'on doit s'abstenir de recourir à cette arme dangereuse: la passion continue à l'emporter; à l'aide de quelques sophisme, l'homme croit pouvoir égorgé l'homme, l'exposer encore sur un étal, ni plus ni moins qu'un animal.

Si, comme on le dit, cette peine imprime une terreur si profonde sur les âmes perverses, elle doit tout au moins produire une émotion très-vive chez le juge appelé à la prononcer. Et, cependant, étudiez, suivez le magistrat qui vient de condamner l'homme qu'il a cru coupable, vous le verrez, une heure après, dire le mot pour rire, se livrer à ses plaisirs, à ses habitudes, comme à l'ordinaire, sans que son appétit perde rien de ses exigences.

Ce qui nous prouve combien l'application de cette peine oblitère le sens moral du magistrat, c'est qu'au temps de Henri IV, le Béarnais, les tribunaux condamnaient sans remords le braconnier qui avait tué un lapin. Ce petit quadrupède l'emportait en valeur, dans la balance de la justice, sur l'homme; ce qui, pour le lapin, était fort honorable sans doute, mais ce qui ne l'était guère pour notre espèce. (*Ilarità*)

Les beaux esprits, les doctrinaires du temps, n'avaient pas manqué de trouver les plus belles raisons pour justifier cette préférence, pour nous prouver l'immense distance qu'il y a entre un lapin royal et un lapin plébéien. Nos dissertations pour justifier la peine de mort ne valent guère mieux.

Ainsi que la magistrature moderne, la magistrature de cette époque, invoquait aussi la loi; à l'aide de l'axiôme *dura lex, sed lex*, elle se croyait innocente, à l'abri de tout reproche, elle ne s'imaginait pas que ce qu'elle appelait loi n'était que la voix sortie du gosier d'une hyène. En cédant à cet appel, elle prétendait aussi que le respect devait être infailliblement son partage. Tout cela nous montre à quel degré de profonde misère peuvent même descendre des hommes qui par leur instruction devraient en être le plus à l'abri.

Devenue une habitude, une chose ordinaire, cette peine n'a pas même le pouvoir d'éveiller l'attention des hommes qui reconnaissent à la vérité qu'on doit la restreindre, mais qui n'en continuent pas moins à la maintenir, et avec cela à dormir du sommeil du juste.

On ne saurait trop le répéter : il n'y a qu'une longue habitude qui ait pu nous voiler, dissimuler en nous le crime de disposer de la vie de nos semblables. Mais une habitude, bien qu'elle s'assimile à une seconde nature, n'est pas un droit, pas plus que ne l'est celle de l'esclavage. Cette habitude ne prouve qu'une chose, c'est que Moloch règne encore.

Si l'on convient que la magistrature s'est longtemps habituée à l'extension outre mesure, à la prodigalité de la peine de mort; si elle est restée sourde aux cris du sang, on ne peut disconvenir qu'elle pourra, longtemps encore, se familiariser avec elle, et qu'à son tour le peuple se la rendra plus familière. Que prouve tout cela, si ce n'est que la conscience se fausse par la routine; qu'au lieu de l'amender l'on n'arrive qu'à éteindre la sensibilité populaire, qu'à la pervertir, qu'à dérober à l'âme sa virginité? Non, l'habitude de voir l'échafaud ne peut qu'émousser les impressions que l'on croit les plus propres à effrayer le peuple. N'a-t-on pas vu des enfants jouer avec les membres d'un condamné, confectionner eux-mêmes des guillotines pour décapiter des oiseaux? Si le spectacle des jeux de l'amphithéâtre romain familiarisait l'homme avec la mort, l'endurcissait, pense-t-on que l'échafaud puisse produire un effet divers? L'homme avait-il donc une autre âme que celle qu'il a aujourd'hui? Les mêmes vices, les mêmes tendances, les mêmes passions, ne sont-elles pas toujours son partage? Si les jeux sanglants du cirque avaient surexcité la cruauté populaire de la Rome ancienne, n'est-ce pas là une preuve que la vue du sang ossifie le cœur, cuivre l'homme, fait naître en lui le besoin contagieux de voir, de verser du sang?

Loin de provoquer la pitié, la mort des esclaves était devenue une jouissance, un attrait pour la foule abrutie; elle éprouvait une sorte de volupté à les voir s'entr'égorger, à les voir déchirés par une panthère; et c'est en face de ce hideux spectacle que les deux sexes échangeaient souvent entre eux des paroles de tendresse! Pourquoi donc ce même effet ne se reproduirait-il pas chez nous? Le cœur humain aurait-il changé de nature?

Concluons de tout cela que la peine de mort n'est pour le peuple qu'un spectacle à l'égal de celui de nos théâtres, d'un combat de taureaux. Un journal, dans son numéro du 8 juillet 1856, assure que le public a applaudi, comme on le ferait au spectacle, le bourreau qui venait d'exécuter avec beaucoup de promptitude un condamné à mort; et par une contradiction des plus étranges, ce même journal appelle la peine de mort *sacro-sainte*! Si vous saviez avec quel courage ce condamné a marché à la mort, me disait un homme du peuple, vraiment c'était un plaisir à voir!

Si, comme on ne cesse de le répéter, l'exemple d'une flétrissure publique est si efficace, qu'on me dise pourquoi on a supprimé l'usage du pilori? N'est-ce donc pas parce qu'il n'était plus, pour le peuple, qu'une sorte de tréteau devenu chose banale, sur lequel on voyait un acteur braver la honte publique et corrompre le peuple par son cynisme? Quand on a pour but d'impressionner les masses par le châtement d'un coupable, il ne faudrait pas laisser pourrir des mois et des mois des accusés dans une prison; il faudrait au moins que l'impression de cette peine coïncidât le plus possible avec celle du délit lui-même, ne pas attendre

que la mémoire en fût presque effacée, ou tout au moins très-affaiblie. On ne devrait pas, comme on l'a fait longtemps, avoir interdit au journal officiel d'entretenir le lecteur des exécutions capitales. On devrait moins encore se cacher, choisir un lieu écarté pour décapiter un malheureux.

Pourquoi cette décapitation a-t-elle lieu à la naissance du jour, au lieu de l'être en plein midi? Que de contradictions dans tout cela! A Rome on décapite un malheureux à l'entrée du carnaval; on fait respirer au peuple la vapeur du sang avant de l'initier à la joie: c'est sur un tombeau qu'il est appelé à se réjouir. C'est le sauvage qui danse autour du malheureux prisonnier qu'il égorge. Cette danse sur un cadavre s'appelle, dans la capitale du monde chrétien, inspirer au peuple de l'horreur pour le crime. En vérité il serait impossible d'être plus extravagant. Cela nous démontre quel soin les Gouvernements ont apporté à l'éducation populaire.

Notre similitude avec le sauvage ne se borne pas à cela. Pour échapper au supplice, à l'infamie, un malheureux condamné à mort essaye-t-il de se tuer, parvient-il à se blesser dangereusement, un homme de l'art est appelé pour le soigner, pour lui rendre la santé, dans le but de le rendre plus dispos à monter sur l'échafaud qui lui est réservé. On lui rend temporairement la vie pour la lui enlever avec plus de raffinement. Quand vient le jour fatal de son exécution, on excite sa sensualité en lui livrant les aliments les plus exquis, les vins les plus fins qu'il puisse désirer. N'est-ce pas là une réminiscence des mœurs de ce même sauvage qui nourrit le mieux possible son prisonnier, qui le soigne avec une sorte d'abondance avant de le tuer? Mais ce que fait le sauvage dans le but de rendre plus délicate la chair de son captif, de trouver en elle une alimentation plus succulente, nous le faisons, nous, en rendant la fin du condamné plus cruelle, en doublant son regret de perdre la vie. Il y a dans ce rapprochement avec les peaux rouges quelque chose de peu flatteur pour les peaux blanches.

Si maintenant nous descendons aux détails de cette peine et à leur application, nous y rencontrons une légèreté inouïe, pour ne rien dire de plus.

Quoi de plus odieux que de risquer la vie d'un homme, que de le livrer à quelques voix de majorité? Pourquoi donc ne pas la jouer à croix et à pile? Ce serait souvent aussi sûr. Comment, c'est en présence d'une minorité indécise, non persuadée, dans des questions de fait ordinairement accessibles à toutes les intelligences, qu'on ose donner à une majorité une attribution semblable? C'est en présence d'hommes toujours enclins à ne voir que le crime, qu'on subordonne l'opinion de ceux qui n'ont rien su voir, à ceux qui, au contraire, ont prétendu mieux voir que les autres? Mais dans des questions de ce genre, ne serait-il donc pas plus sûr et plus moral de ne croire qu'à des vues uniformes? Si tous ne voyent pas de même, c'est qu'il y a des nuages dont on ne peut faire abstraction. Il s'agit ici de quelque chose d'un peu plus important qu'un mur mitoyen.

Si la preuve du crime ne frappe pas tous les juges, n'est-ce pas le cas d'absoudre l'accusé ou d'abaisser la peine? L'unanimité des suffrages ne devrait-elle pas être exigée

dans des actes de cette importance? Si cette unanimité est exigée en Angleterre, à l'égard des jurés qui sont supposés plus à l'abri des séductions du pouvoir, être l'expression plus intime de la conscience publique, moins prévenus, avoir avec cela moins d'instruction qu'un juge, *a fortiori* le commun accord de tous les suffrages doit-il être exigé de la magistrature, dont le doute a une autre gravité que celui qui provient d'un jury.

La majorité d'un ou de plusieurs juges n'est pas une garantie de la justice de la condamnation. La pensée qui a guidé les magistrats dissidents, qui peuvent être plus recommandables, plus éclairés peut-être que ceux qui ont opiné pour la peine de mort, a le droit d'éveiller l'attention publique; celle-ci a le droit d'exiger qu'une condamnation à mort ne laisse aucun doute à personne, qu'il ne reste aucune ombre dans le fait ou dans l'appréciation du fait qui l'a motivée. Le public a toujours le droit de scruter si les juges en majorité, qui ont condamné l'accusé, n'ont pas été égarés, si les votes, au lieu de se compter, n'auraient pas dû se peser; mais dans l'impossibilité de réaliser ce dernier vœu, on peut du moins exiger l'unanimité d'opinion, et ce n'est encore là qu'une exigence des plus légitimes.

Voulons-nous arriver sérieusement à l'abolition de la peine de mort pour crime d'Etat, qui jamais ne sera que temporaire tant qu'on pourra l'appliquer pour d'autres sujets, il faut pour que l'homme politique échappe à jamais au dernier supplice, que l'inviolabilité de la vie soit toujours et partout acceptée comme sacrée.

Que d'erreurs, que de crimes nous nous épargnerions, quel noble exemple le Piémont ne donnerait-il pas au monde, s'il avait le courage d'abolir cette peine, en lui en substituant une autre toujours réparable; s'il osait proclamer à la face du monde que le bourreau n'est pas la pierre angulaire de notre ordre social, s'il substituait l'incarcération à vie à cette tragédie sanglante! Mettre un criminel dans l'impossibilité de nuire, ce n'est pas absoudre l'assassinat, c'est tout simplement se mettre dans le cas de répéter une erreur, quand erreur il y a.

Nos mœurs, nous dit-on, ne nous permettent pas encore de consentir à la proscription de cette peine. Allons donc! Ces mêmes sauvages, dont je viens de vous parler, auxquels on proposerait de renoncer à l'anthropophagie, auraient autant de raison d'invoquer un motif semblable; ils pourraient aussi nous répondre: nos mœurs de cannibales nous défendent maintenant de renoncer à manger de la chair humaine; nos palais, jusqu'ici habitués à cette nourriture, ne sont pas préparés à cette renonciation: ils nous opposeraient l'inopportunité des temps, la gravité de la question et autres réponses banales de ce genre, que l'on ne cesse d'opposer aux instances des abolitionnistes de la potence. Le dictionnaire politique de certaines gens n'est pas plus riche que cela. Cette chanson du ricochet est plus que séculaire. Il n'y a pas de raison pour qu'elle ne se perpétue pas indéfiniment, pour que nous ne cessions de patauger dans les mêmes ornières, pour que nous ne soyons jamais mûrs que pour un despotisme à toujours, ce *non plus ultra* de la perfection de tant de gens!

L'objection que le moment n'est pas encore venu n'est pas un obstacle à ce qu'on cherche à le faire venir; ce dont

nous ne semblons pas nous mettre en peine. L'objection que nous n'avons ni colonie pour nos convicts, ni prison pénitentiaire, ne peut que tourner à notre honte. Avec plus d'humanité, il y aurait longtemps que cette objection aurait été résolue et ne serait plus une objection. Nous avons de l'argent pour des édifices de luxe, pour mille dépenses secondaires, et quand il s'agit d'un intérêt humanitaire de premier ordre, nous sommes toujours sans deniers.

Le Gouvernement s'est-il réellement préoccupé de chercher de fonder une colonie lointaine pour ceux qui se sont rendus coupables de meurtre? En attendant mieux, ne lui serait-il donc pas possible de traiter avec l'étranger, comme naguères a cherché de le faire le roi de Naples? Il s'agit d'un intérêt moral si élevé, d'une telle importance, que je ne puis croire que nous voulions longtemps encore rester assoupis devant un tel besoin. Il nous suffit d'ailleurs de n'avoir rien tenté à cet effet pour faire taire toutes les objections toujours si légères que l'on ne cesse d'opposer à cette tentative d'amélioration.

Hâtons-nous donc de répudier ces habitudes sanguinaires qui sont la honte de notre génération. Faisons ce que n'a pas craint de faire le Canton de Neuchâtel qui a renié le prétendu droit de verser le sang humain, quel que soit l'attentat du coupable.

Solon ne voulut pas que le parricide, regardé par lui comme impossible, figurât dans ses lois. Eh bien! cette pensée du législateur athénien, j'aimerais qu'on l'eût adressée à nos rois qu'un fer meurtrier n'a jamais atteints, ni même menacés, dont quelques-uns ont pu être égarés, sans avoir jamais été systématiquement des tirans. La non prévision d'un régicide eût été à mes yeux le plus bel hommage que cette Chambre pût adresser à la royauté.

De nos jours, en Angleterre, ceux qui ont osé menacer la reine ont été regardés comme atteints d'aliénation mentale. Le renversement de la potence ne peut susciter de mauvais penchants à commettre un homicide. Celui qui le commet est toujours dominé par le sentiment d'échapper à tout châtement, par la persuasion qu'il déjouera toute surveillance, qu'il obtiendra l'impunité des ses actes. C'est l'animal qui rôde longtemps autour d'un piège; s'il se hasarde enfin à le braver, c'est qu'il a jugé que la chance de s'y soustraire l'emportait sur celle d'être sa proie.

Cette suppression n'a pas davantage pour conséquence rigoureuse l'abaissement gradué des autres peines. Il n'y a aucune comparaison à faire entre celle qui est capitale, interdite par la nature, avec tout autre peine. Fallût-il même corriger, affaiblir l'ensemble des peines, ce ne serait pas là un argument pour ne pas abolir celle de la mort. Quand on s'est égaré sur une question de cette importance, on peut avec raison être présumé avoir exagéré les autres.

La peine de mort ne peut être que la cause d'un parti en butte à une décrépitude morale, celle de l'orgueil qui se croit infallible, qui usurpe la justice de Dieu. C'est celle de la caducité contre l'avenir, de la routine contre le progrès, du mépris de l'humanité contre tous les droits à l'inviolabilité de la vie. Cette peine ne peut pas davantage être une conséquence du droit divin que s'arrogent avec tant d'impiété certains Gouvernements. L'application de cette peine est en contradiction avec la loi divine qui ré-

pudie la mort du pécheur, ainsi que le constatent les leçons du Christ, dont la mansuétude ne cessa jamais d'être la loi suprême.

Malheureusement le despotisme a toujours fait bon marché de la vie de l'homme. Que lui importent quelques individus de plus ou de moins ! Par cela seul qu'il est l'absolutisme, le respect du droit d'autrui ne saurait l'inquiéter. Différemment, il ne serait pas ce qu'il est, l'indifférence des droits d'autrui, l'arbitraire érigé en loi. Ce n'est jamais que dans les révolutions, qu'à l'époque des réactions violentes que le parti déplacé, que le parti vaincu a l'intelligence du mal que cause l'attribution de cette peine que l'homme ose s'arroger.

En 1793, quand l'aristocratie fut décimée, le malheur lui révéla tout ce qu'il y a d'affreux dans l'arme inique dont l'homme se sert pour enlever la vie à son semblable. La peine de mort fut alors regardée par elle comme la plus odieuse, comme la plus affreuse des usurpations. Plus tard, quand elle eut récupéré le pouvoir, elle réhabilita ce qu'elle avait trouvé si criminel; l'arme si hideuse dans la main d'autrui lui sembla tout à fait légitime dans la sienne. Si demain un nouveau 1793 reparaisait, elle fêlerait de rechefe ce qu'elle trouve maintenant si légitime. Ainsi se conduisent les passions de leur nature toujours incorrigibles.

J'arrive maintenant à une autre question non moins importante: si nous fixons notre attention sur l'infanticide d'un enfant illégitime, que de motifs doivent nous éloigner de recourir à la peine du talion ! Qui ne sait que la femme qui se trouve dans cet état est sujette à des dépravations de goût, à des inclinations les plus excentriques ? Si le physique a une étroite connexité avec le moral, qui nous dit qu'il n'y a pas dans cette même femme une déviation normale des lois de la morale, un état voisin de la folie ? Et quand cette femme est placée entre le déshonneur et la conservation de l'estime des hommes, il n'est pas difficile de comprendre que le désespoir doit s'emparer d'elle, la mettre hors d'elle-même et ne lui laisser aucune place à des réflexions calmes, dictées par la résignation. Plus cette femme est sensible, plus elle tient à l'estime publique que son amour, dans un instant de faiblesse, a pu lui faire oublier ; plus sa douleur sera vive, plus elle aura le sentiment de la honte qui l'attend.

La malédiction d'un père, le mépris du monde, une existence à jamais misérable, sont des causes bien faites pour égarer l'âme et troubler le jugement.

Quand on réfléchit au tumulte des passions diverses qui égarent la raison, on comprend, sans un grand effort d'intelligence, l'égarément auquel cette femme peut alors être en proie. L'on admet sans contestation qu'un individu, dans un accès de fièvre chaude, se tue, et l'on ne veut pas comprendre qu'une malheureuse, sous les étreintes de mille tortures morales, subisse des défaillances, qu'elle ne puisse conserver toute la maturité de sa raison, suspendue qu'elle est sur un abîme qu'elle voit se creuser sous ses pas, prêt à l'engloutir.

Si au lieu de se tuer elle-même, elle tue son enfant, qui nous dit que, par son suicide, elle ne craint pas de révéler sa faute, de fêler sa mémoire ? Ne mérite-t-elle donc aucune pitié ? Pour le malheur de l'humanité, on ne s'arrête pas à des considérations de ce genre. On tue parce qu'on a

toujours tué. La contagion de l'exemple devient toute puissante et nous endureit le cœur. Ainsi veut la loi, ainsi veut le juge qui renonce à la voix de sa conscience pour obéir à celle d'autrui. Malheureusement l'exécuteur des hautes œuvres ne cède pas à un autre raisonnement !

Il y a une foule d'hommes étrangers au sens moral dont quelques autres sont pourvus. Ces hommes-là ont toute la sécheresse d'un chiffre ; ils ne voient que le fait, et rien que le fait dépouillé de toute circonstance atténuante. Toutes les âmes doivent à leur imitation s'assimiler à un mouvement uniforme. Toute déviation de leur part les soumet nécessairement à la loi de la destruction. Pour de telles gens la pitié est un mythe, une utopie à laquelle des intelligences supérieures ne peuvent sans ridicule être accessibles.

Il me reste maintenant un dernier argument. C'est que la restriction d'une gradation des peines, dans les articles du projet de loi, ne nous laisse presque aucune place pour la juridiction du jury, dont l'essence est d'être souveraine, d'admettre des circonstances atténuantes, de manière à échapper à des peines trop absolues ou trop rigoureuses.

« En matière criminelle, » a dit Prugnon, « ceux qui demandent l'institution de jury ont pour eux tous les hommes instruits, tous les esprits droits, tous les cœurs vertueux ; ceux qui le refusent n'ont pour eux que le bourreau. » Pour ceux qui veulent que le peuple ne soit rien, qu'il ne compte pour rien, rien de plus naturel qu'ils rejettent le jury qui est une manifestation directe de la volonté populaire. C'est ainsi qu'à Rome il disparut, sous les empereurs, avec la liberté.

Le peuple qui avait été mûr sous la république pour exercer ce sacerdoce, ne devait plus l'être sous des maîtres qui voulaient disposer seuls de ses destinées.

Si le despotisme consent à admettre les jurés, ce n'est qu'avec des formes hypocrites. C'est toujours lui qui seul veut juger en se masquant derrière ceux qu'il fait mouvoir ; le jury n'est plus alors qu'une Commission, qu'un tribunal exceptionnel, un leurre, un piège ; tout ce qu'il y a de plus dérisoire. Le pouvoir ne feint de s'appuyer sur l'opinion publique que pour mieux l'opprimer, que pour la pervertir avec moins de responsabilité apparente. L'association des juges et du peuple, en conciliant l'ordre et la liberté, devient seule une garantie pour tous.

Chez les Anglais, nos maîtres en fait de liberté, le jury n'est pas une opinion, c'est un dogme. Ce peuple a compris qu'un Gouvernement, libre émanation du peuple, doit, le plus possible, se retremper à la source dont il émane. C'est précisément parce que les crimes ont mille nuances, qu'ils se révèlent avec des degrés divers de perversion, que le jury est nécessaire : méconnaître la différence des tempéraments, des passions, des caractères, l'influence des climats et mille autres circonstances qui échappent à toute appréciation similaire, prétendre tout assujétir à une règle uniforme, à une loi géométrique, faire abstraction de tout cela, c'est tomber dans la plus complète des aberrations, c'est faire de l'homme une formule algébrique.

Dans l'impuissance d'appliquer une peine correspondante au fait en lui-même, c'est ce même motif qui veut que l'on donne au juge la latitude la plus large de pouvoir adoucir les sévérités de la loi.

Malgré ces observations, je voterai subsidiairement la loi comme un bienfait, après avoir proposé l'abolition de la peine de mort, plein d'espérance que monsieur le ministre nous dotera plus tard de l'institution du jury, comme indispensable à l'application de toute pénalité capitale ou infamante.

PRESIDENTE. Il deputato Mazza Paolo ha facoltà di parlare.

MAZZA P. Signori, dagli eloquenti discorsi che avete uditi, e più ancora dalle vostre meditazioni, dai vostri cuori, i quali sentono questo diritto nell'uomo di punire l'uomo come una dolorosa necessità sociale, voi siete naturalmente tratti a favorire la proposta di legge che si dibatte. Io stimo pertanto superfluo da parte mia il raccogliere dal vasto campo di questa discussione nuovi argomenti per suffragare questa proposta di legge; oltrechè nessuno ancora degli oratori che fin qui parlarono, l'ha compiutamente oppugnata.

Mi duole soltanto che l'onorevole relatore, il quale prese a favellare per il primo in questo dibattimento, in un discorso, di cui io non so bene se più ammiri la forza dell'ingegno od il magistero della scienza, se per una parte ha dichiarato la sua adesione a gran parte della proposta ministeriale, dall'altra ebbe a tacciarla d'inopportunità. Grave incolpazione, benchè fatta di passaggio e sotto forme cortesi; imperocchè non basta che una legge sia buona e salda nei suoi principii, conviene eziandio che sia opportuna. Dove essa non venga al suo tempo, come pianta in terreno non suo, o non metterà frutti, o li metterà alieni dalla sua natura.

Ma inopportuna dovrà dunque dirsi questa legge? Forse la sua inopportunità deriva dall'odierno stato della scienza penale? No: se i pubblicisti sono tra loro discordi quanto al diritto della pena capitale, in questo tuttavia i più liberali di essi consentono che, quando questa pena si applica, sia applicata come la massima delle pene al massimo dei delitti; che sia applicata con tutte le cautele, con tutta la parsimonia possibile, finchè un giorno possa venir nel futuro in cui non sia più pericoloso l'abolirla.

O inopportuna forse rendono questa legge le circostanze dei giorni che corrono, il nostro presente stato sociale? No; imperocchè e l'onorevole relatore e il ministro vi dissero, or son pochi giorni, che dal quarantotto a questa parte, dal giorno in cui fu bandita la libertà in questo paese si menomò grandemente il numero dei misfatti.

Ancora sarà essa inopportuna questa legge per gli ordini liberali che ci governano? No, ancora. Apriamo le pagine dei più grandi pubblicisti, ed essi ci diranno che gli ordini costituzionali sono appunto quelli in cui le vere riforme penali possono ampiamente stabilirsi. Nessuno ignora che uno dei più grandi strumenti dei despoti sono appunto i Codici penali, in cui essi possono trovare i più saldi mezzi di fermare il loro arbitrario e sfrenato governo. O forse, infine, l'inopportunità di cui parlava l'onorevole professore, vorrà essa dedursi dallo stato della legislazione nostra penale, dirimpetto a quella che regna in tutta la circostante Europa? Imperocchè, è vero, se la civiltà ha fatto in Europa grandi passi, molto è lungi che a questa si armonizzi e conformi la sua legislazione penale.

Voi sapete, signori, che in Inghilterra se non ci fossero

i giurati, se non ci fosse il diritto di grazia, la società sarebbe continuamente contristata dallo spettacolo dei patiboli e di altre barbare pene. Voi sapete che ci sono Cantoni della Svizzera ove non esiste alcun Codice penale, che ve ne sono altri ove è inflitta la pena del bastone e le segrete e la tortura. Voi sapete che in Prussia si condanna ancora alla corda, al rogo, alla ruota, con orribili distinzioni di supplizio. Avete udito dalla bocca dello stesso onorevole Genina che in Francia le più gravi pene sono comminate ai complici indistintamente, come agli autori degli stessi delitti. In Austria, finalmente, vi sono ancora le Commissioni speciali ed il carcere duro.

Ma se la civiltà non è altrove in armonia col sistema penale, questo non è per fermo una ragione per cui tale accordo non debba procacciarsi da noi. Ebbene, un piccolo paese come il nostro, ma pure di buona volontà, sorgendo oggi a sopprimere la pena di morte pei misfatti politici e religiosi, e ad ammettere le circostanze attenuanti per ogni sorta di reati, noi daremo all'Europa un mirabile esempio che sarà certamente seguito.

Signori, sancendo questa proposta di legge, noi non facciamo che seguire il naturale corso progressivo delle leggi penali; imperocchè tutti sanno come nel principio della società il diritto penale si restringa meramente alla difesa individuale. La penalità allora non è che la vendetta. Sorge in seguito l'idea di riparare al danno; da ultimo, formandosi l'idea d'unità politica, di corpo sociale, l'amministrazione della giustizia diventa veramente un sacerdozio.

Ma la scienza non è peranco compita. I tribunali mirano soprattutto ad atterrire con spettacolo di supplizi le menti dei cittadini. I tribunali più si affidano nella crudeltà, che nella prontezza e nella certezza della pena; il peccato si confonde col delitto; i giudizi di Dio, i combattimenti giudiziari e le pene straordinarie, le torture, per mancanza di prove, tengono luogo per molto tempo dei regolari procedimenti, ove l'innocenza è presunta, l'accusato ha un difensore, la società è del pari e compiutamente guarentita, e nel suo corpo, e in ciascuno degli individui che la compongono.

Queste ultime, infatti, sono specialmente le innovazioni che la società domanda allorchè, esterrefatta dai miserabili risultati dell'opera sua, nè vedendo, per questo, menomati i diritti, scrutandosi nel più profondo dell'anima, si trova una ragione suprema d'umanità, a cui l'intelletto risponde che, ove è il bene, ove è la virtù, se questa virtù, se questa temperanza si aggiunga ai progressivi sforzi di migliorare la condizione della società, ivi sarà eziandio per rinvenirsi la maggiore sicurezza, la maggiore tranquillità sociale, a cui i comuni sforzi convergono.

Con tali auspizi, infatti, fu inaugurata la scienza moderna, nel secolo scorso, dal nostro Beccaria; le nazioni tutte la seguirono; e noi pure la seguimmo, quando venne promulgato il Codice penale; imperocchè non conviene dimenticare che il Codice penale segnò eziandio in Piemonte un progresso dalle sue passate Costituzioni. La concorde approvazione del mondo civile ha sanzionato da oltre un secolo questo fatto, questa tendenza alla progressiva mitigazione delle leggi penali. È ben diritto adunque, è bene opportuno che oggi, dopo nove anni di libertà, segniamo alfine un nuovo passo in questa grande carriera.

Al lume pertanto di questa semplice idea, io approvo naturalmente non solo le massime che informano la proposta di legge che si discute, ma quanto eziandio l'onorevole Mamiani eloquentemente affermava circa a parecchi altri articoli, cui si deve stendere il principio applicato all'articolo 162, punitivo della bestemmia.

Vado più oltre, confermo quanto l'onorevole mio amico Chiaves soggiungeva circa la soppressione dell'articolo stesso. Egli diceva, e ben diceva: qui non si punisce lo scandalo, chè è punito da altra sanzione del Codice; si punisce la bestemmia. Ed io aggiungo: il peccato qui si confonde col reato, il magistrato si confonde col confessore; la Divinità stessa è evidentemente offesa dal menomarsi la pena per un atto che direttamente la insulta. Tra Dio e l'uomo, stando alla religione cattolica che noi professiamo, non vi è altro intermedio che il sacro ministro; la legge e i tribunali sono incompetenti.

Io aggiungo ancora i miei voti a quelli degli onorevoli Chiaves e Demaria riguardo agli altri miglioramenti da essi addomandati, e desidero del pari che, per amore dello stesso principio di questa proposta, venga riformato, come indicava l'onorevole Genina, il titolo II, capo terzo del Codice penale, il quale fa un obbligo, sotto fierissime pene, della rivelazione dei misfatti.

Finalmente io vorrei pure quanto l'onorevole Mamiani accennava circa l'ordinamento da compiersi di tutte queste parziali riforme in un vasto e grande sistema. Se non che a tal riguardo io non posso fare che non tributi la mia lode alla sapienza del metodo seguito dal Ministero in questa proposta di legge; e per mia parte lo conforto vivamente di proseguire nella via delle speciali riforme simili a quelle che oggi ci propone.

Egli si preoccupò a buon diritto di non turbare soverchiamente l'armonia che compone tra di loro le diverse disposizioni del Codice. Ma, d'altra parte, chi non sa che, se vi sono alcuni principii universali che informano tutta la legislazione penale, vi sono pure delle particolari norme direttive per ciascuna delle materie che al Codice stesso si riferiscono, e che esse non sono mai a perdersi d'occhio dal legislatore, il quale attende all'opera così detta del *codificare*? Altre sono le norme direttive, a cagion d'esempio, che si devono seguire quanto alle penalità da infliggere al reato di furto, altre quelle da applicarsi al reato di omicidio; altre sono le norme che deve seguire il legislatore circa le penalità per la frode ed il falso, altre quelle che devono guidarlo circa le pene da prescriversi pel reato di crimenlese.

Molte e svariate tra loro sono coteste norme direttive, e, se si prende ad esame un complesso di leggi, in cui a troppe di esse si debba aver l'occhio, massime in Assemblee deliberanti, ove da giorno a giorno le maggioranze cambiano, certo non si farà mai opera acconcia. Se all'incontro ci si presentano poche disposizioni positive, ben coordinate tra di loro, facili a comprendersi nel loro principio, tutti allora i deputati potranno recare i lumi della loro ragione, della loro esperienza, al più grande miglioramento delle medesime; e si farà per tal modo opera salutare e grandemente proficua al nostro paese.

Proceda pur dunque il Ministero col metodo che ha intrapreso, e non si tema d'inconvenienti. Verrà poi tempo

in cui queste parziali riforme potranno collegarsi e formare quel vasto e intiero sistema, a cui accennava l'onorevole Mamiani. Ove poi per avventura sorgessero da questa opera parziale alcuni inconvenienti, alcuni sconci, la pubblica opinione, che si manifesterà per mezzo della libera stampa, che si produrrà per le sentenze dei giurati, quando noi godremo di questa istituzione, potrà facilmente correggerli. E, a questo riguardo, io commendo specialmente l'articolo 5 del progetto di legge, il quale prescrive fin d'ora che, quando concorrono circostanze attenuanti, la pena sia diminuita di un grado, senza pregiudizio della maggiore diminuzione portata dal Codice penale. Che cosa è infatti quest'articolo 5, a cui mi duole che l'onorevole Genina non abbia data la sua adesione? Esso non è altro se non il supplemento, e dirò pure la preparazione al sistema dei giurati, che io credo si desideri universalmente.

Finora infatti, o signori, i giudici adempiono ad un tempo e l'ufficio di giurati e quello di giudici. Essi sono veri giurati, quando, udito il reo, ascoltato il difensore, pesate le testimonianze che si producono, estimano il reato commesso: sono giudici, quando in conformità della legge applicano la pena. Nell'applicare questa pena, è vero, il loro arbitrio deve contenersi entro i limiti segnati dalla legge. Ma, circa l'applicazione del fatto, essi giudicano veramente da giurati, secondo coscienza.

L'onorevole Genina vi enumerava parecchie circostanze attenuanti, dichiarate dal legislatore stesso nel libro II, titolo X, sezione 5^a del Codice penale, che s'intitola *Della diminuzione di pena in certi casi di minacce e di violenza personale*. Avvi il caso del coniuge che uccida il coniuge sorpreso in flagrante adulterio. Avvi l'omicidio commesso nell'impeto dell'ira in seguito a provocazione. Vi sono altre circostanze attenuanti che io pretermetto ora di nominarvi, perchè lo stesso onorevole deputato ve le ha esposte.

Ma mi dica l'onorevole professore, che altro ha fatto il legislatore in questo titolo, se non segnare alcune norme direttive per la coscienza del giudice apprezzatore del fatto? Vorrà egli dunque includere in quei pochi articoli tutti i principii, alla scorta dei quali deve reggersi l'apprezzamento dei reati in materia penale? Può egli affermare che, se vi sono circostanze attenuanti per un delitto, non ve ne possono essere egualmente per altri e per tutti?

Giustizia all'incontro richiede che, se si ha un riguardo per gli uni, lo stesso riguardo debba averli per gli altri; e a questo grido della giustizia risponde del pari la voce dell'umanità e la vostra esperienza, o signori, poichè voi ben sapete, quanti siano i moventi delle umane passioni; quanto siano varie le circostanze di tempo, di luogo di paese, di persona, che possono determinare la maggiore o minor colpevolezza del reato di un uomo.

Ora, ponete che uno stesso delitto, qualificato con lo stesso nome, sia stato commesso da due individui, e che l'uno di questi comparisca alla coscienza del giudice più colpevole dell'altro; vorrete voi dunque che sia loro applicata la medesima pena? No per fermo; perchè in tal caso, questo volendo, voi sareste ingiusti.

Adunque, approvando l'articolo 5 voi non ampliate in nessun modo l'arbitrio dei giudici; voi non fate che dichiarare per legge un principio che già li governa attualmente;

voi non fate che applicare le norme direttive, segnate dal titolo che vi ho citato, a tutti gli altri; voi non fate, in una parola, che mettere in armonia tra loro per questa parte le universe e singole disposizioni del Codice penale. Così noi prepariamo pure la via per l'istituzione dei giurati. E io godo di concludere il mio breve discorso, domandando e sollecitando dal Governo questa provvida istituzione sopra tutte le altre riforme.

Questa riforma produsse grandi vantaggi, segnatamente all'Inghilterra ed all'America. Io me ne riprometto altrettanto per il nostro paese: conciossiachè basta il dire di essa che, chiamando uomini sempre nuovi a giudicare dei loro simili in cospetto dei magistrati, mentre da una parte impedirà la diffidenza, l'incuria, l'insensibilità, che pur troppo può ingenerarsi negli animi dei magistrati dalla lunga abitudine del giudicare; dall'altra promuoverà il rispetto del diritto, l'amore della giustizia, l'osservazione e lo studio del cuore umano in tutte le classi dei cittadini, la moralità e la scienza, gran sorgente di riforme dei Codici e d'ogni sorta di miglioramento sociale. (Bravo! al centro)

PRESIDENTE. Il ministro di grazia e giustizia ha facoltà di parlare.

DE FORESTA, ministro di grazia e giustizia. Signori, dopo gli eloquenti discorsi degli oratori che risposero all'onorevole Genina, il quale accettava in massima il progetto di legge sottoposto alle vostre deliberazioni, ma al medesimo moveva alcuni appunti che da lui erano formolati in altrettanti temperamenti, io fui in dubbio se dovessi prendere la parola in questa discussione generale pel timore che in me suscitossi di ripetere meno acconciamente quanto venne fin qui detto: e forse sarei rimasto in silenzio, se non avessi promesso alla Camera alcuni dati statistici, e se non fosse sembrato troppo insolita cosa che il ministro proponente neppure una volta sorgesse a parlare in questa generale discussione che dura già da più di due giorni, ed in cui già ebbero gli onorevoli preopinanti ad esporre con tanto sapere e facondia il proprio avviso. Sarà però mio studio di essere breve per quanto mi sia possibile, appunto perchè il progetto di legge essendo accettato in massima da tutti gli oratori che mi precedettero, non è intendimento mio di anticipare la discussione speciale degli articoli, riservandomi di rispondere allora alle principali osservazioni che si vennero facendo.

L'onorevole Genina cominciava col chiedere se convenga diminuire le pene. Facendosi quindi ad esaminare il progetto, egli, mentre, come già dissi, si chiariva al medesimo in gran parte favorevole, non intralasciava però di muovergli alcune speciali censure.

Io prenderò le mosse col rispondere in fatto alla sua domanda che per buona ventura egli versa in errore quando asserisce aumentarsi tuttodì il numero dei reati; ed infatti dalle cifre che ho l'onore di presentarvi si scorge che ben altrimenti sta la cosa. Queste datano dal 1853, e furono raccolte per la generale statistica penale che ora è in corso di stampa, e che vi sarà fra poco distribuita: dalle medesime appare che nel 1853 i crimini commessi furono 2036, gl'individui accusati 2586; nel 1854 i crimini commessi rilevarono a 2264, e vi fu un leggero aumento, il numero degl'individui accusati ascese a 2620; i condannati nel

1853 rilevarono a 1987; nel 1854, a 2146; nel 1855 il numero dei crimini commessi rilevò soltanto a 1791, con una diminuzione di 473; gl'individui accusati ascesero a 2231, e così a 400 in circa di meno; i condannati ascesero a 2003, cioè 143 in meno del 1854. Io sono dolente di non poter rassegnare alla Camera dati statistici di tutto lo Stato per l'anno 1856, perchè questi non pervengono al Ministero prima che sia spirato il trimestre successivo; ma mi procurai alcuni elementi da cui si può raccogliere che nel 1856 continuò a scemare il numero dei reati. Ed invero il 1° gennaio 1855 nel carcere di Torino i detenuti erano 960, ed in tutto il distretto di questa Corte d'appello contavansene 1610; al primo gennaio 1856 i detenuti in Torino non rilevavano più che a 695, nel distretto a 1273, con diminuzione, relativamente all'anno 1855, di 265 nelle carceri di Torino e di 337 nelle carceri di tutto il distretto. Venendo in ora al primo gennaio 1857 hannosi nelle carceri di Torino 545 detenuti, in quelle di tutto il distretto, 928: e quindi, quanto a Torino, verificasi, in confronto del 1855, la diminuzione di 415; in confronto del 1856, di 128: quanto a tutto il distretto la diminuzione, a paragone del 1855, è di 682; a paragone del 1856, è di 345. Vero è che questi elementi non sono completi, non abbracciano tutto lo Stato e non comprendono che i reati per cui si è fatto luogo a cattura; ma per argomento di proporzione può dedursi che quanto avvenne per il distretto della Corte d'appello di Torino, ebbe pure luogo per le altre Corti. Essendo quindi provato che dal 1853 in poi scemò in tutto il regno il numero dei reati, cade l'asserzione inoltrata in questo recinto dall'onorevole Genina. Ma, lasciando in disparte questo elemento di fatto, che sono lieto di aver potuto presentare alla Camera per le ragioni opportunamente accennate fin dalla prima seduta dall'onorevole relatore, non credo poi che possa sorgere questione d'opportunità intorno alla presentazione di questa proposta di legge.

Ed invero voi, o signori, ben rammenterete che essa è dovuta principalmente all'iniziativa parlamentare; poichè nello scorso anno, in seguito alla discussione fattasi nelle sedute dei 26, 27, 28 e 29 marzo, a proposito delle interpellanze mosse dall'onorevole Brofferio, venne a quasi unanimità votato un ordine del giorno accettato dal Ministero, con cui si invitava il Governo a presentare un progetto di legge per le riforme più urgenti nel nostro sistema penale. Dovendo adunque il Ministero ottemperare ai desiderii della Camera, altro non fece se non compiere ad un suo obbligo quando vi sottoponeva il presente schema di legge.

Se non che, o signori, io non posso ammettere che, quando crescono i reati, non abbiasi a pensare a diminuire la troppa severità della legge; i reati non scemano, nè s'impediscono colle pene rigorose, ma bensì col reprimere, quanto è possibile, l'ozio, il vagabondaggio, e col cercare fino ad un certo punto di scemare il proletariato, sviluppando il benessere materiale e morale delle popolazioni, e promovendone l'istruzione: ed è appunto perchè il Governo non trascura tal suo dovere, che il numero dei reati decresce. La severità delle pene produce anzi un contrario effetto, perchè essa facilita l'impunità dei delinquenti; avvegnachè, se i magistrati, compiendo al loro ufficio, applicano la legge quale essa è scritta, tutti quelli però che devono porgere elementi alla giustizia per accertare i reati

e scoprirne gli autori, sono meno alacri nel fornirli, allorchè essi si trovano a fronte della possibilità di un castigo a cui ripugna l'intimo loro senso. Quanto è meno probabile l'impunità, altrettanto più rare diventano le infrazioni della legge: epperò la severità della pena può contribuire ad accrescerle appunto perchè più difficile diventa la loro punizione.

Premessa questa risposta alla domanda dell'onorevole Genina, esaminerò le obbiezioni che da lui si vennero facendo. Non entrerò per ora in molti particolari, riservandomi di ciò fare nella discussione degli articoli; piuttosto esporrò alla Camera i generali principii a cui mi appoggiai nella presente proposta.

Non farà mestieri ricordarvi, o signori, che a fronte dei nostri odierni costumi, a fronte dei dettami della scienza, e per unanime consenso di tutti i criminalisti, massima delle pene è la capitale, senza esacerbazione di sorta. Fortunatamente sono da noi lontani i tempi nei quali si credeva di dover esacerbare la pena di morte tormentando il paziente prima di strappargli la vita, e disperdendone poscia a ludibrio le membra o le ceneri.

L'onorevole professore converrà inoltre meco, che la pena non può essere giusta se non è proporzionata al reato: la pena della morte quindi deve essere l'apice della piramide, e da essa proporzionatamente deve scendersi sino alle semplici pene di polizia che ne sono la base. E consentirà pure meco che gli elementi per determinare la misura della pena sono il dolo e il danno sociale, o, come altri direbbe, la moralità e le conseguenze dell'atto. Ora, se queste verità sono incontestabili, voi vedete subito come la pena della morte non possa più essere mantenuta che che pei reati, i quali ebbero per conseguenza immediata la morte di qualcheduno.

Qualunque possa essere il dolo di colui che abbia attentato alla vita di un altro, sarà sempre incontestabile che il reato sarà minore, perchè minore è il danno sociale, quando all'intenzione non corrispose l'effetto; quando, cioè, l'omicidio non fu consumato. Epperò, ritenendo noi per la pena massima quella della morte, e questa infliggendo per l'omicidio consumato, di necessità, per proporzionarla, dovevamo diminuirla di un grado e limitarla ai lavori forzati tuttavolta che non sia seguita la morte d'alcuno.

L'onorevole Genina non è in massima contrario a questo principio, ma vorrebbe che ne fosse escluso il caso d'incendio od esplosione procurata di un edificio pubblico destinato a pubbliche riunioni; e per appoggiare la sua opinione, citava il caso del teatro nel momento in cui vi si trovano tre o quattro mila persone, e diceva: se un malfattore in quella circostanza vi appicca il fuoco, benchè nessuno abbia a morirne, non sembra tuttavia punito abbastanza il reo coi lavori forzati a vita. Io lo pregherei di riflettere per un momento al caso in cui, in conseguenza di quest'azione, cioè l'incendio dato a quest'edificio, due o trecento degli entrostanti vi fossero periti, e gli chieggo se vi sarebbe, secondo la scienza che egli dottamente professa, lo stesso reato che nella prima specie.

Io domando al professore Genina se, ritenuto che la misura della pena debba essere l'elemento complesso e del dolo e del danno, potrebbe applicarsi la stessa pena a colui che non avesse bruciato pure un capello agli astanti, ed a

quell'altro che avesse causata la morte di trecento o quattrocento individui. No certo: il professore Genina, ricordando appunto che per la misura della pena non si deve solo tenere a calcolo il dolo, ma anche il danno sociale, non vorrebbe punire ugualmente l'uno e l'altro. Pertanto, se la pena massima è quella dell'estremo supplizio, ed a colui che avesse fatto perire quattrocento persone altra non se ne può applicare, a colui che, qualunque fosse la provata sua intenzione, non avesse causato la morte di alcuno, dobbiamo infliggere una pena minore, quella cioè dei lavori forzati a vita, che vien subito dopo la pena della morte, perchè, in caso contrario, mancasi ai dettami della scienza ed ai principii della giustizia.

La stessa cosa si dica della grassazione. L'onorevole Genina vorrebbe esclusa dall'applicazione del nostro principio la grassazione con mancato omicidio. Io convengo con lui che il dolo è lo stesso, tanto riguardo a colui che ha voluto uccidere e non vi è riuscito, quanto riguardo a quegli che l'ha tentato e conseguì il reo intento: ma il danno sociale è egli il medesimo? No; in un caso vi è maggior danno sociale nella perdita della vita; nell'altro non vi è: e, se la pena deve essere proporzionata, l'uno si punirà colla morte, l'altro colla pena immediatamente inferiore. Quindi io credo che non siano da ammettersi le esclusioni proposte dall'onorevole preopinante.

Egli censurava il progetto anche nell'articolo 1 per la parola *immediata*. A lui non piace che si dica che non saranno puniti colla pena della morte i reati che non ebbero per conseguenza *immediata* la morte di alcuno, e vorrebbe che, soppressa tale parola *immediata*, si dicesse soltanto che non sarà applicata la pena della morte ai reati che non hanno avuto per conseguenza la morte di alcuno. Avvertirò innanzitutto l'onorevole preopinante che la parola *immediata*, usatasi in questo articolo, io l'ho tolta letteralmente dal Codice penale. L'articolo 581 parla appunto dei reati che hanno avuta per conseguenza *immediata* la morte, e deve necessariamente usarsi tale espressione per escludere che possa applicarsi la pena capitale al caso in cui il reato abbia bensì cagionata la morte di alcuno, ma non per causa immediata, come avviene di colui che sia trapassato bensì in seguito ad una ferita nei quaranta giorni, come è detto nell'articolo 591 del Codice, ma o per imperizia del medico curante, o per qualche disordine dell'ammalato.

In questa specie la morte è bensì la conseguenza del reato, ma conseguenza *mediata* e non *immediata*: ed insieme concorrono due cause, il reato cioè, e l'imperizia del medico o il disordine dell'ammalato. A entrambe deve attribuirsi il decesso del ferito, e non è giusto in tal caso applicare la pena capitale. Ecco perchè deve di necessità mantenersi la parola *immediata*. Non ne segue da ciò che, se alcuno riceve una ferita mortale e muore solo dopo uno o due giorni, non possa più dirsi la sua morte conseguenza immediata del reato; lo è tuttavolta che non si provi esservi, oltre alla ferita, altra causa, come nell'esempio suaccennato.

L'onorevole Genina, se fu esattamente riferito ciò che egli diceva, fece un supposto, che, cioè, una falsa testimonianza, una calunnia, abbia dato luogo alla condanna capitale: in tal caso, egli domanda: la morte del con-

dannato si dovrà considerare come conseguenza immediata della falsa testimonianza, della calunnia? No, ei soggiungeva, conseguenza immediata ne è la condanna, la morte dell'accusato ne è solo conseguenza mediata e remota. Quindi, instava, se sta il vostro articolo, colui che depose il falso, che si rese colpevole di calunnia, non potrà essere condannato alla pena di morte. In ciò sono d'accordo coll'onorevole professore e credo che non potrebbe punirsi nel capo.

Ma è scientemente che io ho così redatto l'articolo 1, perchè non penso che in quel caso debba infliggersi la pena della morte. Convengo che il calunniatore, che il falso teste avrà grandemente contribuito alla morte ingiusta di colui che fu condannato, ma non posso aver la certezza che nessun altro elemento vi abbia contribuito. D'altronde non posso ammettere nell'autore del reato di falsa testimonianza e di calunnia quello stesso dolo che riconosco in colui che vibra un pugnale nel cuore del suo nemico e lo uccide. Colui che si rende colpevole dei reati suddetti deve deludere il discernimento del magistrato, che può riconoscere la falsità della testimonianza, che può scoprire la calunnia. E sebbene io pensi che mai ciò avvenga, può anche accadere che siavi stato dolo non solo per parte di colui che depose in tribunale, ma anche per parte del giudice che non abbia prese sufficienti precauzioni onde fosse scoperto il vero. Quindi io non credo che in questi casi debbasi, se vuolsi serbata la proporzione sempre misurata o dal dolo e dal danno, applicare la pena di morte.

Mi pare pertanto che non possono farsi alcune delle eccezioni che vi furono proposte dal dotto professore. Egli non vorrebbe eziandio che fosse applicata la pena dei lavori forzati all'infanticidio.

Ciò che sono venuto esponendo risponde anche alle difficoltà messe avanti a questo riguardo. Io ritengo sempre che la pena debba essere proporzionata al reato, e che per determinare la proporzione conviene che vi sia egual dolo ed egual danno sociale. Ciò ritenuto, io domando che cosa sia l'infanticidio. L'infanticidio è definito dal Codice penale la morte di un infante nato di recente. Ora io chieggo se nell'uccisione di un infante appena nato vi sia la stessa immoralità dell'azione, lo stesso dolo, lo stesso danno che nell'uccisione di una persona adulta.

Sembrami che ciò non possa sostenersi in guisa veruna, giacchè l'infante che si trova appena sul limitare della vita, di cui non ha, dirò così, ancora preso possesso, che non ha alcuna conoscenza della società, e non è da questa conosciuto, questi non è certo nella condizione in cui trovavasi una persona adulta che ha già coscienza dell'esistenza sua, che è in possesso della vita, e che già costò per essere allevata ed educata e sacrifici e assistenze e tutto ciò che la società provvede alle persone adulte. Quindi, se non vi è in questo reato lo stesso dolo, lo stesso danno sociale, non è possibile di applicargli la stessa pena. Che se non avessi potuto, colle spiegazioni che vi diedi, persuadervi abbastanza che il reato dell'infanticidio, e pel dolo dell'azione e pel danno sociale, è un reato minore dell'omicidio di una persona adulta, vi pregherei, o signori, di ripensare nella vostra mente se mai vi è accaduto di udire la notizia che siavi commesso un infanticidio o per esposizione od in altro modo, e se altra volta siavi stato annunciato un

assassinio, un omicidio. Ditemi, in grazia, se nel primo caso voi foste colti dallo stesso ribrezzo che vi commosse all'udire l'annuncio di un omicidio o di un assassinio. Certo che no. E ciò perchè? Perchè la coscienza pubblica trova in un reato molto maggiore gravità che nell'altro, perchè nell'omicidio di una persona adulta la coscienza pubblica vede un gran danno sociale, e nell'altro invece vede bensì un male, un reato da punire, ma non così grave, non così intenso il pericolo sociale.

Ora, se i due reati non sono uguali e per l'immoralità dell'azione e pel danno sociale, uguale non deve essere la pena. A questo aggiungasi che nella maggior parte dei casi l'infanticidio è sempre determinato da cause prepotenti, per cui, se non si fa luogo alla scusa totale, almeno grandemente scema la imputabilità dell'agente.

L'onorevole Genina dichiarava poi di respingere assolutamente l'articolo 5, col quale noi vogliamo che sia data facoltà ai giudici di aver riguardo alle circostanze attenuanti in tutti i reati, e, qualora ne riconoscano alcuna oltre quelle indicate dalla legge, possano diminuire la pena di un grado.

Me ne duole altamente, o signori, perchè io credo che, se il progetto di legge che è sottoposto alle vostre deliberazioni può recare un miglioramento all'attuale nostra legislazione penale, egli è principalmente per questa disposizione, la quale, a mio avviso, è, fra tutte quelle che compongono l'attuale schema, la più pregievole e la più utile. Ed infatti, è egli vero che la gravità del reato sta in ragione della moralità dell'azione, oltre al danno sociale?

Or bene: ciò che determina la moralità dell'azione, sono appunto le circostanze concomitanti, e ciò è sì vero che la legge prevede quelle che è in suo potere di prevedere, e non solo autorizza i giudici, quando risulti di alcuna di esse, a discendere ad una pena inferiore, ma talvolta ciò loro imperiosamente prescrive; dar quindi facoltà ai giudici d'aver riguardo alle circostanze attenuanti che possano risultare oltre a quelle contemplate dal Codice, non è altro che seguire i principii già sanciti dal Codice stesso, e che sono il cardine su cui fondasi la misura della proporzionalità della pena; si è riconoscere che le circostanze attenuanti non possono essere tutte previste dal legislatore, perchè elleno come infinite, svariatissime nella loro natura, è impossibile che tutte si comprendano. In conseguenza, se la legge ammette che, onde la pena sia proporzionata e quindi giusta, conviene si abbia riguardo alle varie circostanze nelle quali il reato è stato commesso; se è del pari evidente che non si possono tutte queste circostanze prevedere, fa d'uopo lasciare ai giudici qualche libertà intorno a quelle di cui non siasi dal legislatore tenuto conto.

Diceva l'onorevole Genina che queste circostanze o sono oggettive, o sono soggettive. Se si tratta di circostanze attenuanti soggettive, il giudice può calcolarle spaziando dal *minimum* al *maximum* della pena; se poi si tratta di circostanze oggettive, a queste dove provvedere la legge. Se accade talvolta che alcuna ne sorga e sia constatata nel dibattimento, e la legge non vi abbia provveduto, allora rimane il rimedio estremo della grazia. Non vi ha quindi bisogno di concedere ai magistrati tale arbitrio.

A me piace quest'osservazione dell'onorevole Genina, inquantochè da essa si scorge primamente che egli stesso

riconosce che, qualunque sia la cura del legislatore, non mai potrà prevedere tutte le circostanze che possono aumentare o scemare il dolo del delinquente e variare la moralità dell'azione; ed in secondo luogo che, a suo giudizio, la pena non sarebbe più giusta se concorresse nel reato una circostanza attenuante oltre quelle determinate dalla legge e che il giudice, senza potervi aver riguardo, dovesse applicare la pena ordinaria.

Resta quindi solo a vedere se siavi maggior guarentigia alla società, che, nel caso di una circostanza attenuante, impreveduta dalla legge, si conceda al giudice, che la accerta, di diminuire la pena di un grado, o se pure debbasi lasciare questo al diritto di grazia. Parmi che il solo proporre la questione, equivalga al risolverla. In che modo può provvedersi per la via di grazia, quando sorga una circostanza attenuante non prevista dalla legge, ed in cui, nel sistema attuale, il giudice non può provvedere?

Il condannato se ha alcuno che possa fargli un ricorso, che possa esporre le ragioni che favoriscono la sua causa, si rivolge al Sovrano per domandare la grazia. Il ministro, ricevendo tale domanda, fondata sopra una circostanza attenuante che si allega risultare dai dibattimenti, e non essersi potuta prendere in considerazione dal giudice, perchè non compresa nella legge, non proporrà la grazia senza aver accertato che realmente sussistono i fatti come furono esposti. In qual modo potrà farlo? Comunicherà il ricorso al Ministero pubblico, il quale assumerà informazioni dai giudici; oppure, esaminate le tavole processuali, da esse ricaverà se sussiste o no quella circostanza attenuante: e secondo questa relazione sarà provvisto per la concessione od il rigetto del ricorso. Lungi da me l'idea che il ministro non ponderi queste domande colla più scrupolosa attenzione; lungi più ancora da me l'idea che il magistrato, il Ministero pubblico, a cui egli dovrà indirizzarsi per avere ragguagli, non li dia con la maggiore esattezza, con il maggiore scrupolo: ma intanto sarà sempre una persona sola che dovrà vedere se sussista o no quella circostanza da cui può dipendere che un uomo debba subire i lavori forzati piuttosto che la reclusione, questa anziché il carcere. E non vi sarà, o signori, una guarentigia maggiore, e per la società e pel delinquente, che segua l'accertamento del fatto per opera del giudice stesso che proferisce la condanna, per opera della Corte, innanzi alla quale è seguito il dibattimento? Io credo che nessuno possa rivotarlo in dubbio.

Vede dunque l'onorevole Genina che, se non si può contendere che debbasi aver riguardo alle circostanze le quali cambiano la moralità dell'azione, piuttosto che calcolarle solo quando il condannato ricorre in via di grazia, deve essere preferito il progetto di legge, in quanto che esso darà maggior guarentigia ed alla società ed agli inquisiti.

Ma l'onorevole Genina, impugnando questo articolo, faceva appello alla legislazione francese e diceva: in Francia anticamente lasciavasi tanta latitudine ai giudici, tanto era l'arbitrio loro, che sorsero richiami da ogni parte, ed i criminalisti ed i filosofi alzarono alte grida contro questo sistema contrario al bene sociale egualmente che alla vita dei cittadini. Poscia, come sempre avviene, l'azione condusse alla reazione; si passò da un estremo all'altro: e-

perciò il Codice penale del 1791 stabilì le pene da applicarsi, senza lasciare il menomo arbitrio al giudice.

Questo fu riconosciuto aver gravi inconvenienti, perchè, dovendo sempre applicarsi la pena edittale, sovente trovavasi il giudicante nell'alternativa d'infliggere una pena ingiusta, o di assolvere un colpevole. Tale inconveniente si corresse col Codice penale del 1810, nel quale per la prima volta si diede la facoltà di spaziare tra un *minimum* e un *maximum* di pena.

Sono sino a questo punto d'accordo coll'onorevole professore; solò lo prego di continuare di grazia a seguire l'andamento della legislazione francese. Egli vedrà come ben presto dovette il legislatore riconoscere che ciò non bastava ancora, e prima con la legge del 1824, poi con quella del 1832 si stabilirono appunto le circostanze attenuanti, oltre a quelle già dalla legge determinate.

Ora, o signori, se in Francia, dopo aver tentato tutti i sistemi, si vide essere indispensabile che fosse ancora data facoltà al giudice di aver riguardo alle circostanze attenuanti, oltre quelle previste dalla legge, e perchè nol faremo noi pure? Nella patria di Beccaria, come diceva ieri un onorevole oratore, in quest'angolo di terra italiana che si è sempre distinto sopra le altre nazioni per la dolcezza delle leggi penali e per la razionalità della sua legislazione, vorremo noi essere da meno dei legislatori francesi? Non credo che tale possa essere il desiderio dell'onorevole Genina; quindi mi confermo nell'avviso essere giusta e conveniente ed utile la proposita disposizione.

L'onorevole Genina, dopo aver protestato che egli ricisamente avversa l'articolo 5 che ammette le circostanze attenuanti, diceva che egli ammette l'abrogazione degli articoli 612, 728 e 730 che riguardano lo stesso soggetto, però con alcune limitazioni; egli non vorrebbe che potesse mai farsi luogo a diminuzione di pena nel caso di parricidio e non vorrebbe che potesse aversi in tal reato riguardo alla provocazione. Così pure vorrebbe che neppure potesse aversi riguardo alle circostanze attenuanti e far luogo alla diminuzione delle pene portate dall'articolo 730, quando si tratta di recidivi o di rei di più reati.

Io credo che a queste difficoltà rispondano pure i principii che venni finora esponendo. Se è vero che la pena deve sempre essere proporzionata al reato, ovvia è la conseguenza che anche nel caso di parricidio può esservi luogo a diminuzione di pena.

Io ammetto coll'onorevole preopinante che questo reato sia nella scala di tutti il più grave, e sono persuaso che difficilmente o forse mai avverrà il caso che un magistrato trovi una circostanza attenuante a suo riguardo; ammetto anche coll'onorevole Genina che la provocazione che potrebbe essere motivo di diminuzione della pena negli altri reati, ed anche nel reato di assassinio, non possa essere sufficiente quanto a questo; ma con tutto ciò potrà egli sostenersi *a priori* che sempre quando si tratta di parricidio non potrà mai farvisi luogo?

Io credo che ciò non si può sostenere dal deputato Genina, fuorchè negando il principio a cui accennavamo poc'anzi, il principio cioè che deve determinare la pena e la immoralità dell'azione. Ora, supponiamo due reati di parricidio: uno commesso in circostanze che aggravano, se è possibile, il crimine, in circostanze in cui non siavi alcun

motivo che possa, se non scusare il fatto, almeno scemare il ribrezzo che deve infonderci nell'anima una così grave scelleratezza; e un altro in cui, per circostanze oggettive o soggettive, si scorga che vi è molta e molta differenza nella imputabilità dell'azione a confronto della prima. Se il giudice non ha mai in alcun caso la facoltà di avere riguardo alle circostanze attenuanti, e dovrà condannare entrambi i colpevoli alla stessa pena, avremo noi seguito i dettami della scienza, e le due sentenze nella coscienza pubblica potranno essere ravvisate giuste del pari?

Io non lo credo, nè mai si terrà che la pena sia giusta quando si vedrà che è la stessa tanto per colui che ha commesso il reato con tutta la scelleratezza, quanto per l'altro colpevole dello stesso crimine che meriterà certamente di essere punito, ma che per tante svariate circostanze che non possiamo *a priori* determinare, si vedrà essere stato o men libero nella determinazione sua, o spinto da qualunque siasi altra causa che possa attenuarne il dolo. Quindi vede l'onorevole Genina che, mentre io riconosco che rarissimamente potrà essere il caso di accogliere qualche circostanza attenuante in questi reati, saremmo illogici, saremmo meno giusti, se *a priori* dicessimo che mai si avrà riguardo a quelle che possano presentarsi.

La stessa cosa rispondo in quanto ai rei di più crimini o delitti e quanto ai recidivi.

Convengo coll'onorevole preopinante che i recidivi non meritano pietà, convengo che i giudici non sarebbero all'altezza della loro missione se valutassero a favore loro le circostanze attenuanti a quel modo che le calcolerebbero per colui che infrange per la prima volta la legge; convengo che non meritano neanche pietà i rei di più crimini o di più delitti; ma, torno a ripetere: se noi avessimo due recidivi, di cui uno, tuttochè recidivo, fosse in circostanze oggettive o soggettive tali per cui la coscienza pubblica dovesse considerare la sua azione come meno immorale e racchiudente minor dolo e minor danno, ed un altro all'incontro che fosse in circostanze per cui il dolo fosse così eccessivo che destasse orrore ed animavversione grandissima, potremmo noi, senza fallire alla giustizia ed al principio della proporzionalità delle pene, applicare all'uno e all'altro la pena medesima? No, questo non sarebbe possibile. Noi saremmo illogici ed ingiusti; epperò anche in questo caso deve licenziarsi il giudice ad apprezzare le circostanze attenuanti.

Chi giudica debbe godere la confidenza della nazione; ai suoi lumi, alla sua probità ed imparzialità deve essere abbandonato l'uso delle circostanze attenuanti od aggravanti il dolo o la moralità dell'azione; non si deve determinare *a priori*. Dunque deve mantenersi l'abrogazione pura e semplice come noi la proponiamo.

L'onorevole Genina aderisce poi alla soppressione dell'articolo 591 del Codice penale, portante la pena di morte contro l'attentato di suicidio; ma egli vorrebbe proporci una transazione e direi quasi, me lo permetta la Camera, un mercato. Io consento, egli dice, a che sia soppressa la pena del suicidio, ma a patto che s'infligga una pena per colui che abbia eseguito un omicidio per mandato della persona stessa stata uccisa.

Io accetto l'appoggio dell'onorevole Genina per la soppressione della pena al suicidio. Oltre le ragioni che mi de-

terminarono a proporvi questa abrogazione, l'onorevole professore ne adduceva altre molto pregievoli che io approvo e che sono persuaso convinceranno anche di più la Camera della necessità di cancellare questa disposizione dal nostro Codice penale. Ma mi rincresce il dichiarare che non potrei giammai aderire ad introdurre nel Codice penale la disposizione da lui desiderata, che, cioè, si commini la pena da sei mesi a due anni di carcere a colui che avesse ucciso un altro sulla domanda stessa della vittima.

A me pare che lo introdurre questa disposizione sia cosa abbastanza grave per dover essere rimandata alla revisione del Codice penale. Le conseguenze di essa possono essere gravissime. E invero, se si commina soltanto la pena da sei mesi a due anni di carcere per l'omicidio, quando questo fu commesso a richiesta, come diceva l'onorevole professore, della persona che fu uccisa, necessariamente nella difesa dovete ammettere, ogniqualvolta se ne faccia l'istanza, l'accusato a provare che ha commesso quell'omicidio o veneficio pel compimento del mandato avuto dal defunto. Epperò necessità di prove per testimoni o per lettera e la domanda stessa dell'ucciso sarebbe la prova più naturale. E ben vede la Camera a quali conseguenze gravissime e fatali ne trarrebbe una dottrina di questa fatta.

Ma, diceva l'onorevole Genina: intanto la cosa può succedere; che pena vorreste dare a colui che uccidesse un altro in tali aggiunti? Io credo che la legge provveda abbastanza. È bene che si sappia che vi sarebbe omicidio con circostanza attenuante, ed è in questo modo che si è dalla giurisprudenza francese frenato un abuso che potrebbe avere fatali risultati. Quando la legge non stabilisce diversamente, essendovi un'uccisione, la pena che deve applicarsi è quella dell'omicidio, salvo ad aver riguardo alle circostanze che ne possano diminuire la imputabilità. Quindi io non posso aderire ad inserire anche così per incidente nel Codice penale una disposizione di questa fatta.

Finalmente, in quanto alla prescrizione, l'onorevole Genina dichiarava rimettersi al senno della Camera, soggiungendo però che egli non poteva annuire al temperamento proposto dalla Giunta.

Lascio alla medesima il difenderlo, e mi riservo di deliberare dopo che avrò inteso le risposte che sarà per dare.

GENINA. Domando la parola.

DE FORESTA, ministro di grazia e giustizia. Intanto però fo lamento che il dotto professore, invece di lasciare al senno della Camera di vedere se sia il caso di accogliere in questa parte la proposta del Ministero, non abbia schiettamente aperto il suo pensiero. Io spero che, se egli lo avesse fatto, non avrebbe, da dotto criminalista qual è potuto a meno di non solo approvare, ma lodare in questa parte il progetto del Ministero. Ed infatti, o signori, la prescrizione in materia penale è fondata, come credo meco consenta l'onorevole preopinante, in ciò che, primieramente il tempo cancellando ogni cosa, deve anche cancellare l'azione pubblica contro i delinquenti, deve togliere il diritto a fare eseguire la sentenza; secondariamente, che non è utile alla società, dopo che un reato è quasi scancellato dalla memoria, rimestare nuovamente luttuose circostanze per applicare una pena la di cui efficacia è interamente estinta col trascorso di molti anni; in terzo luogo, e questo è il motivo il più grave, e che più mi piace di ri-

cordare alla Camera, che colui che è rimasto venti o trent'anni sotto il peso del rimorso, oh! colui deve aver sofferto castigo ben grave; e quando dopo questo tratto di tempo venisse condannato alla morte, egli verrebbe a soffrire assai più che se lo fosse stato appena commesso il reato.

Può darsi che siavi chi abbia una coscienza siffattamente incallita al mal fare, che possa essere poco efficace contro di lui la pena del rimorso: ma l'uomo deve essere considerato qual è generalmente, non come qualche odiosa eccezione pur troppo si verifica. Ma, se non bastasse il rimorso, si aggiunge lo spavento continuo che egli ha sofferto di venire riconosciuto e di essere sottoposto a procedimento.

Questi sono, o signori, i motivi per cui i filosofi ed i criminalisti ammettono la prescrizione dell'azione penale nella materia criminale. Ma presso noi, nel nostro sistema di procedura criminale vi è un altro motivo non meno grave, ed è che non può essere pronunziata condanna senza che si accerti il reato coi pubblici dibattimenti. Sia che non vi sia stato procedimento, sia che vi sia stata sentenza di condanna in contumacia, non si può applicare la pena, senza che l'accusato sia sentito nelle sue difese per mezzo del pubblico dibattimento.

Ora, dopo un trascorso di 20, di 30 anni, è egli possibile ancora di concepire un serio giudicato, un serio dibattimento per accertare la colpevolezza o l'innocenza dell'inquisito? È impossibile; l'accusato stesso sarà dispensato di rispondere alle inchieste della giustizia, pretestando che non ne ha più memoria; difficilmente si troveranno i testimoni, e, quand'anche siensi trovati, potrà essere certo il giudice che quanto depongono servir possa come elemento di convinzione? No, certamente; e il giudizio che ne verrebbe sarebbe poco men che illusorio, e sto per dire, una semplice commedia; e non è in materia tanto grave che si possono ammettere giudizi di pura forma, i quali non servono che a sostituire alla verità un'illusione. Quindi evidentemente la prescrizione deve essere ammessa in ogni genere di reato, perchè i motivi da me accennati a tutti si applicano. D'altronde tale è la disposizione del Codice francese del 1810, nel quale non vi è eccezione di sorta in fatto di prescrizione.

Io pertanto spero che, quando l'onorevole professore spiegherà apertamente il suo pensiero riguardo a tale disposizione, vorrà essere almeno in questo d'accordo col Ministero.

Ora dovrei rispondere agli onorevoli Mamiani, Chiaves e Mazza; ma, avendo essi appoggiato il progetto ministeriale, non ho altra risposta a far loro salvo che a ringraziarli del valido ed eloquente loro sussidio. Se non che gli onorevoli Chiaves e Mamiani mossero alcune obiezioni intorno all'articolo 162. L'onorevole Chiaves desidererebbe la soppressione assoluta di quest'articolo. L'onorevole conte Mamiani vorrebbe che la pena che il Ministero propone di mantenere fosse ridotta a quella di semplice polizia, e, se non erro, l'onorevole Genina vorrebbe che fosse di sei mesi, invece di tre.

Comincerò a rispondere al deputato Chiaves, e dichiaro che convengo con lui che non ispetta al legislatore di volere proteggere la religione; la religione deve proteggersi da se medesima: essa è scolpita nel cuore dei cittadini che la professano. Ma debbo fare osservare che i motivi per cui

la legge infligge una pena a tale reato non è solamente per lo scandalo, nel qual caso sono d'accordo che potrebbe formare duplicazione coll'articolo successivo, ma bensì per l'insulto che si fa all'immensa maggioranza dei cittadini che professano la religione cattolica; e questa essendo la religione dominante dello Stato, un insulto che ad essa si faccia, diviene insulto ai cittadini e può dar luogo a gravi disordini: il legislatore è quindi interessato a reprimere tale reato come contrario all'ordine pubblico. Ecco il criterio della pena che è inflitta con questo articolo.

All'onorevole conte Mamiani risponderò che la proposta del Ministero è di punire questo reato, il quale, secondo le circostanze, può dar luogo alla condanna ai lavori forzati, colla pena del carcere estensibile a tre mesi; ora questa cominciando a sei giorni, e quella della polizia terminando a cinque, lasciandosi ai giudici la facoltà di spaziare secondo le circostanze, non siamo così lontani dal suo desiderio, poichè egli concederebbe sino a cinque giorni, e colla proposta del Ministero si comincierebbe da sei. Ciò io credo serve anche di risposta all'onorevole Genina.

L'onorevole Chiaves faceva poi un eccitamento al Ministero perchè si ricordi di una proposizione che venne fatta, se non erro, due anni sono dall'onorevole De Viry, e fu accettata dall'illustre mio predecessore per cambiare il modo d'esecuzione della pena capitale. Io mi affretto di dichiarare che, se non consento con l'onorevole preopinante nell'opinione circa la non pubblicità di questa pena, poichè anzi io credo che, se vi è cosa che debbe seguire colla massima pubblicità ed al cospetto della nazione, si è appunto l'esecuzione di una pena capitale, giacchè l'esecuzione fatta fuori di un luogo pubblico, tra le lugubri pareti di un carcere, ha ricordi troppo tristi e nella nostra patria e nelle altre, per cui dobbiamo anzi allontanarne persino il pensiero; consento però con lui, che, lasciate anche da parte le indagini tristamente scientifiche del modo migliore che possa adottarsi per togliere più prontamente e con minor dolore la vita al condannato, avvii una necessità urgente, ed è quella di far cessare il tristo spettacolo di un uomo che si affatica per togliere la vita ad un altro. Ed aggiungerò che, non è gran tempo, avendo inteso che in una esecuzione capitale si applaudiva a colui che fu incaricato della medesima, mi sentii rabbrivire, e da quel giorno dissi che mi teneva obbligato a presentare quanto più presto avrei potuto un progetto di legge al Parlamento per togliere quest'orrendo seconco.

E all'onorevole Demaria, che manifestava il desiderio che siano meglio concretate e spiegate le disposizioni degli articoli 99 e 100 del Codice penale, dirò che la teoria dell'imputabilità, della complicità e della solidarietà delle pene, è la più difficile, la più grave che possa suscitarsi. Io credo che, quando ci dovremo occupare della revisione totale del Codice penale, fra le discussioni che si faranno in questo Parlamento, le più gravi, le più delicate e le più lunghe saranno quelle appunto relative a tali quistioni. Egli vede pertanto che non sarebbe in questo momento possibile di dare appagamento al suo giusto desiderio.

Io dichiaro schiettamente che, se il Codice penale ha bisogno di essere riveduto, ha bisogno di lunghi e profondi studi per essere portato all'altezza della scienza umanitaria e criminale del giorno, egli è appunto in questa parte:

La dotta Commissione che è incaricata di questo lavoro non perderà di vista le osservazioni molto sensate ed appoggiate ai fatti che veniva facendo l'onorevole Demaria.

L'onorevole Genina conchiudeva poi il suo discorso con dire che le pene sono le ancore della società, la barriera contro la malvagità dei tristi; io terminerò dicendo che fortunatamente, e massime presso di noi, sono lungi quei tempi in cui il patibolo e la mannaia del carnefice erano le ancore di speranza dei reggitori, erano la barriera contro i lagni dei popoli sofferenti...

GENINA. Domando la parola.

DE FORESTA, ministro di grazia e giustizia. Oggigiorno in questa avventurosa terra, gli appoggi della società, lo scudo dei reggitori sono le ottime istituzioni, si è lo sviluppo del benessere morale e materiale, si è la confidenza reciproca dei governanti verso i governati, di questi verso quelli.

Signori, accettate il progetto che vi presentiamo come arra di maggiori e più compiute miglierie che quanto prima gli studi e l'opportunità dei tempi ci permetteranno di presentarvi, e voi dimostrerete al mondo intero che siete persuasi di questa verità.

(La seduta è sospesa per pochi minuti, onde la Camera possa ridursi in numero per l'approvazione del processo verbale.)

PRESIDENTE. Pongo ai voti l'approvazione del processo verbale.

(È approvato.)

La parola spetta al deputato De Viry.

GENINA. Domando la parola per un fatto personale.

PRESIDENTE. Ha la parola per un fatto personale.

GENINA. Non è mia intenzione di rispondere al distinto discorso dell'onorevole guardasigilli, che mi fece l'onore di quasi esclusivamente rivolgerlo al mio indirizzo; poichè, quando verrà la discussione degli articoli, allora sarà il caso di esaminare le ragioni che sono state addotte dal guardasigilli. Ma nella discussione generale parmi che non si debba più entrare in questo campo. Solamente ho domandato la parola per due circostanze di fatto, nelle quali mi sembra che non sia stato ben compreso il mio pensiero.

La prima delle cose che desidero rilevare si è che colle ultime parole pronunciate dall'onorevole guardasigilli nel concludere il suo discorso ei parve alludere ad un mio pensiero ed interpretarlo in modo che io volessi, cioè, che si mantenessero e i patiboli e le mannaie.

Io non ho mai avuto questa intenzione; anzi la mia adesione compiuta al progetto di legge, salvo qualche piccola modificazione, prova ad evidenza che io saluto con piacere ogni progetto di legge il quale diminuisca l'applicazione della pena di morte, purchè però ciò si faccia con quella prudenza che la difesa sociale può esigere. Quanto io dissi nel fine del mio discorso è relativo a tutto il sistema della legge, e principalmente all'articolo 5, nel quale non si parla più sicuramente nè di patiboli nè di mannaie: onde io respingo questa interpretazione che venne data alle mie parole.

La seconda circostanza è quella che si riferisce all'allusione che io ho fatta, che cioè mi sembrava che in questi ultimi tempi i reati più gravi, invece di diminuire, fossero aumentati; e ne aveva solamente dedotto questa conse-

guenza, che non mi pareva molto opportuno che, appunto quando crescono i reati, si diminuissero le pene. Ecco tutto ciò che io ho detto. Questa mia opinione venne presa in diverso significato da molti oratori che hanno creduto di combatterla. Io dirò apertamente qual è il senso delle mie parole e quale la ragione che mi spinse a dirle.

Obbligato a studiare non solo la parte positiva, ma anche la parte razionale e legislativa della materia penale, io ho osservato che molti scrittori i più celebri hanno stabilito questo canone fra gli altri, che, quando si tratta di fare dei cambiamenti in materia penale per adattarli ad un dato popolo, bisogna ricorrere alla scienza ausiliare della morale pratica, sotto il qual nome questi scrittori intendono i costumi della nazione, e le propensioni della medesima a certi fatti, i quali possono compromettere più o meno facilmente la sicurezza pubblica.

Ora un elemento della morale pratica non può dubitarsi che sia il numero dei diversi reati che si commettono in una data nazione, perchè appunto questi fatti, che sono reati, rivelano dove siano maggiormente le propensioni, e dove vi è maggior necessità di portarvi un rimedio.

Perciò per avere questi dati statistici di pratica morale, che avrei desiderati più ampi, e come sarebbe necessario per corredare un progetto di legge di questa natura, per avere questi dati statistici io stimo che non basti citare uno o due anni, ma bisognerebbe che essi fossero più ampi. Dacchè è in osservanza il nostro Codice penale, cioè dal 1840, sono trascorsi 17 anni: ebbene si doveva, a mio avviso, presentare una statistica, nella quale si vedesse quale era il numero o maggiore o minore dei reati che si erano commessi nei primi otto o nove anni, quale era quello degli anni successivi, onde ciascuno si potesse formare una idea se questi fatti che meritano una punizione, siano o no aumentati. Ecco la ragione per cui io diceva essere necessario di avere questa statistica; ed io che non l'aveva, argomentai dai fatti che ho potuto osservare.

Il signor ministro presentò una statistica di due anni, del 1853 e del 1854, la quale, sebbene troppo limitata, se sta veramente come il ministro ha detto, in gran parte attenua l'impressione su me fatta dalla statistica che io chiamai reale, quella cioè delle esecuzioni capitali.

Del resto, pienamente convengo col signor ministro, che per prevenire i reati non bastano le pene, e sono convinto che queste sono il minimo dei rimedi. Ciò che previene i reati sono i mezzi di buon governo, sono l'istruzione e l'educazione che instilla negli animi principii di moralità, e li trattiene dal commettere cattive azioni. Ma se perfettamente sono d'accordo col signor ministro in questi principii, che vorrei vedere possibilmente attuati, non così pienamente con lui concordo nel credere che, quando si adottano questi mezzi e si spingono con tutto il potere, ancorchè, ciò non ostante, i malvagi crescano a danno dei cittadini, si debbano le pene diminuire; poichè, posto il fatto, vale a dire che quel tal diritto sociale è maggiormente compromesso, io reputo che è dovere della società di ricorrere a tutti i mezzi che sono in sua balia, e se la società ha inutilmente ricorso ai mezzi di buon governo, non ha più altro mezzo che quello di ricorrere all'applicazione delle pene.

Questo solamente intendeva ora di dire sopra il discorso

del signor ministro: mi riservo, venendomi agli articoli, di manifestare ed esprimere maggiormente la mia opinione e di combattere anche alcune delle ragioni dal signor ministro addotte.

Aggiungeva il signor ministro rincrescergli grandemente che io non avessi manifestata la mia opinione circa l'articolo 6, relativo alla prescrizione. Io lo ringrazio delle parole lusinghiere colle quali mi ha fatto quest'invito; ma gli dirò francamente che ora son persuaso di aver fatto bene a non esprimere il mio pensiero, dopochè vedo che di tutti i miei pensieri, di tutte le mie modificazioni non ce n'è neppur una che abbia incontrato l'aggradimento del Ministero. Ma sebbene le mie idee sull'articolo 6 non siano state ben accolte, io dirò francamente qual è il mio modo di vedere intorno a quest'articolo quand'esso verrà in discussione.

DE FORESTA, *ministro di grazia e giustizia*. Mi affretto di dichiarare che, quando dissi che non sono più i tempi nei quali ancora di speranza ai reggitori erano il patibolo e la mannaia, non intesi menomamente fare allusione alle parole colle quali l'onorevole Genina chiudeva il suo discorso e ancora meno revocare in dubbio i suoi sentimenti di giustizia e d'umanità che sono ben conosciuti, e dei quali in questa discussione medesima egli dava larga e non dubbia testimonianza, accettando in gran parte il progetto del Ministero.

Premessa questa dichiarazione e venendo alle altre osservazioni che egli faceva, debbo anzitutto notare un errore in cui egli cadde, dicendo che non ho presentato dei dati statistici per provare che i reati non vanno crescendo.

A persuadere la Camera che invece sono i reati in diminuzione, ho esposte delle cifre per gli anni 1854, 1855 e 1856. Questi dati statistici fanno il paragone tra l'anno 1853 ed il 1854, tra il 1854 ed il 1855, e finalmente, sebbene in modo meno completo, ma pure abbastanza convincente, tra il 1855 ed il 1856; da essi risulta che i reati che si commettono al giorno d'oggi, sono in numero minore di quelli che furono commessi nel 1853, nel 1854 e nel 1855, e si vede chiaramente che i reati vanno effettivamente scemando, e vanno scemando, mi conceda la Camera il ripeterlo, appunto pel buon governo, per l'effetto delle istituzioni che ci reggono, per le misure preventive, per l'istruzione che si va diffondendo, per il benessere che cresce nei cittadini.

L'onorevole Genina diceva, ed in ciò consento con lui, che per vedere gli effetti che possono produrre la diminuzione delle pene sarebbe necessario di avere dei dati statistici per un tempo maggiore.

Io per soddisfare, in certo modo, per quanto mi è possibile il suo desiderio, riprodurrò alla Camera quegli elementi che già le presentai a questo riguardo nell'anno scorso, quando ebbe luogo l'interpellanza dell'onorevole Brofferio; allora io ho prodotto dei dati statistici per una specie di reati più gravi, perchè non mi era riuscito poterli avere per tutti in generale dal 1815 al 1840 e dal 1840 al 1855, e da questi è risultato che dal 1815 al 1840 vi furono 316 condanne per omicidio, e dal 1840 al 1855 ve ne furono solo 138, cioè la metà incirca di meno.

Di ciò fu causa la diminuzione delle pene sancitisi dal Codice penale; quindi una prova novella che la diminu-

zione delle pene col rendere più difficile l'impunità dei delinquenti, diminuisce il numero dei reati. Parmi che queste spiegazioni possano essere sufficienti per persuadere l'onorevole preopinante che il principio cui s'informa il presente progetto di legge è non solo opportuno, ma deve anche avere per effetto di continuare la proporzione decrescente dei reati che risulta già per gli anni scorsi.

Mi si dice, ed è cosa notoria, che in quelli vi fu una quantità maggiore di condanne, ed anche di esecuzioni capitali, e che si è a quell'aumento che è dovuta l'iniziativa presa dal Parlamento per queste parziali riforme del Codice penale; ma io prego la Camera di ritenere che, se vi fu una quantità maggiore di condanne alla pena di morte, ciò deriva dacchè in questi anni si è spedita una quantità maggiore di cause criminali arretrate, per l'aumento di due classi nella Corte d'appello.

Ma da ciò non si può dedurre che i reati abbiano cresciuto di numero; anzi è appunto questa maggiore celerità nella spedizione delle cause, e questo maggior numero di condanne che ne è risultato, che contribuì non poco a diminuire i reati, come ho avuto l'onore di dichiarare alla Camera.

PRESIDENTE. Mi trovo in debito di rammentare nuovamente che ora non si tratta che della discussione generale, e che quindi tutti i dibattimenti articolo per articolo che si fanno ora, dovranno necessariamente ancora rinnovarsi allorquando, venendo alla discussione di questi, si proporranno gli emendamenti alla Camera. Quindi rinnovo la preghiera affinchè gli oratori che intendono di presentare emendamenti vogliano riservare le loro proposte ed i loro discorsi all'epoca in cui verrà discusso ciascun articolo.

Il deputato De Viry ha facoltà di parlare.

DE VIRY. Messieurs, de nobles et généreuses aspirations en faveur de l'abolition de la peine de mort viennent de se manifester dans cette enceinte. J'ai applaudi à de tels sentiments qui ont été si éloquemment exprimés, car ils font honneur et à ceux qui les ressentent et au Parlement devant lequel on peut ainsi plaider librement la cause de l'humanité. Mais je crois qu'en face des sentiments d'humanité, nous ne devons pas perdre de vue que nous avons un devoir à remplir, un devoir impérieux, et que nous ne saurions oublier sans méconnaître notre véritable mission.

Nous devons garantir la société contre les atteintes que la perversité d'hommes méchants et ne cherchant que le mal pourraient lui porter; nous devons assurer la sécurité à nos concitoyens, nous devons prévenir qu'ils ne puissent avoir rien à redouter ni pour la vie, ni pour la fortune.

Or, je le demande, en abolissant complètement, dès à présent, la peine de mort, pourrions-nous attendre ce but? N'aurait-il pas lieu plutôt le contraire? N'aurions-nous pas, messieurs, d'amers regrets d'avoir proclamé aujourd'hui un principe, sanctionné une loi que peut-être il faudrait sous peu retirer comme funeste au pays? En pareille matière, qui tient tellement à la vie, au bonheur d'une nation, on ne doit prendre une détermination qu'avec la plus grande prudence, la plus extrême réserve.

Au reste, personne plus que moi, messieurs, ne désire de voir arriver le jour où le Parlement sarde pourrait enfin proclamer l'abolition de la peine de mort. J'ai été le

premier dans cette enceinte, lorsqu'il arriva dans cette ville un déplorable événement, a élever la voix en faveur de l'humanité; je demandais alors au Ministère qu'on fit des études sérieuses, soit sur la manière dont ont lieu dans notre pays les exécutions capitales, soit sur le mode même du supplice.

J'ai manifesté trop ouvertement ma tendance à cette époque pour craindre qu'aujourd'hui, lorsque je viens soutenir qu'on ne doit pas admettre toutes les diminutions de peine que le Ministère propose dans son projet, on puisse m'accuser de trop de sévérité. Mais, préoccupé comme je le suis de la nécessité pour nous de songer avant tout à l'avenir de notre pays, et de sauvegarder les intérêts les plus vitaux de la société entière, je ne puis partager les vœux de mes honorables adversaires. Je désire autant qu'eux de voir arriver cet heureux jour; mais pour le moment il est encore loin d'avancer vers notre horizon.

Je demanderai maintenant à ceux qui ont insisté pour l'abolition de la peine de mort, quelle sera la peine qu'on pourra lui substituer lorsqu'on l'aura effacé de notre Code. On me dira, sans doute, la détention perpétuelle, les travaux forcés à vie.

Non, messieurs, ces peines-là ne pourront jamais remplacer la peine de mort, car entre la peine de mort et toutes les autres peines il y a un abîme, une distance incommensurable, infinie. Y a-t-il en effet ici bas des peines corporelles, afflictives, qui durent jusqu'à la mort? Je ne le crois pas, et si le condamné vit un certain nombre d'années, il est bien rare qu'il ne puisse obtenir sa grâce.

En effet, croyez-vous que le forçat même condamné aux travaux forcés à vie, n'ait pas conservé toujours l'espoir de recouvrer la liberté? Je pourrais presque dire: quel est celui qui tôt ou tard n'ait pas fini par l'obtenir? Mais à ce désir de liberté il unit dans son cœur la haine implacable contre ceux qui l'ont fait condamner, en un mot, contre la société entière, à laquelle il attribue sa flétrissure, et c'est sur elle qu'il veut assouvir sa vengeance. Messieurs, je veux vous citer un fait pour vous prouver que même la condamnation aux travaux forcés à vie ne peut pas être regardée comme entraînant, pour un homme qui passe un certain nombre d'années dans le bagne, une peine qui doit s'étendre jusqu'à la fin de ses jours.

Dernièrement j'ai vu un individu qui avait été condamné aux travaux forcés à vie pour l'attentat le plus atroce, le plus affreux, le plus lâche qu'on puisse imaginer, pour un assassinat commis avec toutes les circonstances les plus aggravantes, puisque la victime tombait sous 25 coups de poignard. Eh bien! cet homme, qui n'avait échappé à la peine capitale que par miracle, peut-être parce qu'un de ses juges a eu un moment de doute sur une des circonstances du crime, a reparu dans la ville, théâtre du meurtre, avec la plus révoltante audace.

Vous pouvez vous imaginer quel effet a dû produire cette présence sur la population de la ville, où on l'avait vu peu d'années auparavant traverser les rues l'écrêteau sur le dos, la sébile à la main, demandant l'obole du condamné, se rendant à sa destination, qui était le bagne, pour le reste de ses jours. Eh bien! savez-vous comment il a reparu dans cette ville? Fièremment, la tête haute et la

décoration des saints Maurice et Lazare à la boutonnière. (*Sensazione*)

Oui, messieurs, c'est un fait positif, et plusieurs de nos collègues peuvent l'attester; il n'y a pas quatre mois que cela est arrivé...

Voci. Oui! oui!

DE VIRY. J'ai vu moi-même cet individu.

BOTTERO. Oui, c'est à Nice.

DE VIRY... je pourrais même vous dire son nom, mais c'est inutile, cela ne signifie rien et n'ajoute rien à l'importance du fait; ainsi j'ai cru devoir m'en abstenir: au reste monsieur le ministre ne peut ignorer ces faits.

DE FORESTA, ministro di grazia e giustizia. C'était un crime ajouté aux autres.

DE VIRY Oui, mais qu'on laisse impuni.

Au reste je ne saurais vous dire le déplorable effet que la présence de cet homme arrivant de cette manière a produit sur toute la population. (*Rumori*) Un individu de cette espèce qui ose rester dans une ville où il a commis un si affreux forfait, portant hardiment cette décoration, se disant employé du Gouvernement, pourquoi n'a-t-il pas été poursuivi immédiatement par les autorités, si tout ce qu'il disait n'était que mensonge? Était-il même gracié ou échappé du bagne? C'était encore là une question qu'on s'adressait, tellement ce fait paraissait inoui et inexplicable.

Quant à moi je n'ajouterai rien à ce simple récit, qui, à mon avis, suffit pour vous prouver que l'on ne peut absolument pas effacer du Code pénal la peine de mort, et que même abaisser cette peine à celle des travaux forcés à vie, comme le fait la loi que nous discutons, ce serait accorder dans bien des cas l'impunité la plus complète aux coupables. Et ici permettez, en effet, que je demande comment cet individu, au bout de peu d'années, a obtenu sa grâce pour un crime aussi atroce que celui pour lequel il a été condamné.

J'avais eu occasion de le voir lorsqu'il était au bagne à Cagliari, et je me rappelle combien j'étais étonné, connaissant son crime, de le voir se promener dans la ville, aussi libre que vous et moi, sans aucun signe distinctif.

Aussi, quand j'ai vu cet homme reparaitre devant moi et se promener sans crainte dans une rue fréquentée de la ville, tout fier de cette décoration qu'il portait effrontément à sa boutonnière, je n'ai pu m'empêcher d'éprouver une étrange sensation. Au reste, toute la population a éprouvé le même effet; plus d'une fois j'ai entendu des gens du peuple dire ouvertement qu'il était facile de commettre un assassinat puisqu'il fallait si peu d'années pour expier son crime. Huit ou dix ans passés au bagne, n'est-ce pas presque l'impunité lorsqu'on devait y rester la vie entière? De pareils exemples sont funestes, messieurs, pour l'avenir d'une nation, car ils démoralisent le peuple plus qu'on ne peut le croire, et finissent par éteindre en lui tous les sentiments d'honnêteté et de justice.

Comme je le disais, la présence de cet individu dans la ville de Nice a été pendant plusieurs jours le sujet de toutes les conversations. Je suis bien aise que cette discussion m'ait donné lieu de rappeler ce fait, puisque j'apprends de la bouche de monsieur le ministre que c'était indubitablement que cet individu portait cette décoration de

saint-Maurice, qui ne devrait se donner que pour de bons et loyaux services; mais, en vérité, alors j'ai peine à m'expliquer l'audace de cet homme qui se mettait dans une si fautive position.

A cette déclaration, qui n'avait pas encore été faite, ou qui, du moins, à mon départ de Nice n'y était pas connue, on aurait dû, ce me semble, donner beaucoup de publicité.

Je voudrais savoir pourquoi monsieur le ministre de l'intérieur sourit; s'il voulait m'en donner l'explication et me dire pourquoi on ne l'a pas poursuivi...

BATTAZZI, *ministro dell'interno*. (*Interrompendo*) Se il deputato De Viry me lo permette, gliene dirò il motivo.

La dichiarazione a cui egli accenna, non era mai stata fatta dal ministro, perchè non vi è alcuno che l'abbia domandata: ma a tutti quelli che me ne hanno parlato, ho risposto che era un abuso per parte di quest'individuo il portare tale decorazione.

A dir vero, non so per qual motivo l'onorevole preopinante abbia voluto introdurre questo fatto nella discussione attuale, ma postochè ne ha parlato, dirò di più che appena l'autorità fu informata che quell'individuo era in Nizza, dove aveva il diritto di stare perchè era stato graziato, e che aveva avuto la sfrontatezza di decorarsi della croce dell'ordine dei santi Maurizio e Lazzaro, mandò in cerca di lui; ma seppe che non si era colà fermato più di ventiquattr'ore, e che era immediatamente partito per Marsiglia. Quindi non fu più fattibile il rinvenirlo.

Però accerto il deputato De Viry che, se il suddetto si fosse potuto ritrovare, l'autorità non avrebbe intralasciato di provvedere onde si procedesse contro di lui, come si deve fare contro coloro che portano distintivi di un ordine che non fu loro conferito.

DE VIRY. Je suis bien aise d'avoir obtenu cette explication. Mais que monsieur le ministre me permette de lui demander pour quel motif il a omis de donner l'ordre pour qu'on fit un procès en contumace à cet individu pour avoir porté sans droit un ordre qu'il n'avait pas. Si on fait cela, quoique ce soit un peu tard, on prouvera cependant aux habitants de Nice que l'autorité supérieure était dans l'ignorance de ces faits, et que dès qu'ils sont parvenus à sa connaissance on ne peut dire qu'elle les ait tolérés un seul instant.

J'ai appelé ce fait pour prouver qu'afin de mettre un frein à la perversité humaine, il faut plus qu'une condamnation à une peine corporelle et afflictive: dans bien des cas, soyez-en sûrs, messieurs, il faut malheureusement recourir à une peine qui, en imprimant plus de terreur, prévienne tout attentat contre la sécurité de la société et la vie même des citoyens.

Jusqu'à présent nous ne pouvons dire que notre pays soit assez avancé pour qu'un tel moyen de répression puisse être regardé comme inutile. Et quoique ce soit une triste nécessité, malgré cela nous ne pouvons, dans certains cas extrêmes, éviter d'y recourir. Dès lors cette peine ne peut être effacée de notre Code.

Le projet de loi se distingue en deux parties: la première regarde la gradation des peines; la seconde l'admission des circonstances atténuantes. J'avoue franchement que je trouve dangereux que dans ce projet de loi, par un article général, on veuille porter un changement à presque

toute l'économie du Code pénal. Je dirai franchement que je trouve ce système trop hasardé.

Je comprends en vérité le mode adopté par la Chambre française en 1832, lorsqu'on est venu par des dispositions spéciales déroger aux différents articles de loi dans lesquels on croyait trouver des sanctions pénales trop sévères. C'était en effet procéder d'une manière logique, rationnelle et surtout prudente. Mais vouloir embrasser dans un seul article tout le Code pénal, vouloir toucher par une seule disposition à tout l'ensemble de la législation, n'est-ce pas là un système bien dangereux, et ne détruit-il pas en grande partie l'harmonie corrélatrice qui doit exister entre les différents articles d'un Code? En effet, la proposition du Ministère réduit en certains cas la peine de mort d'un degré; ainsi lorsque, par exemple, le crime n'a pas pour conséquence la mort immédiate, on n'appliquera que la peine des travaux forcés à perpétuité.

Cependant, que de cas dans notre Code pénal, dans lesquels on introduit, quant aux degrés des pénalités, différentes distinctions et où on applique pour les mêmes faits, lorsque les circonstances sont plus ou moins aggravantes, des peines diverses! Souvent dans un même article vous voyez portée la peine de mort lorsque le fait est plus grave; la peine des travaux forcés à vie lorsqu'il y a des circonstances atténuantes qui demandent une diminution de peine.

Or, maintenant, avec ces dispositions telles que le Ministère les a proposées, l'on appliquera la peine des travaux forcés à vie toutes les fois que le Code pénal prescrit la peine de mort, et lorsque le Code pénal porte la peine des travaux forcés à vie, nous laissons subsister cette même pénalité sans y apporter aucune modification. Vous voyez dès lors que nous détruisons l'harmonie qui doit nécessairement exister entre les dispositions d'un même Code. Je dis donc que vous ne pouvez diminuer d'un degré lorsque le Code pénal porte la peine de mort, si vous ne diminuez pas aussi lorsqu'il porte la peine des travaux forcés à vie.

Cette différence se présente surtout dans les articles qui ont rapport au vol à force ouverte, et qu'on appelle en italien *grassazione*. Plusieurs autres articles du Code la contiennent aussi, mais ils ont moins de portée.

Ainsi vous avez les articles 334 et 337 qui se rapportent au crime de fausse monnaie. Dans l'un de ces articles l'on prescrit la peine de mort; c'est lorsqu'il s'agit d'un employé de l'hôtel des monnaies. Dans l'autre cas, lorsqu'il s'agit d'un individu quelconque, le Code pénal porte la peine des travaux forcés à vie. Vous voyez donc que nécessairement il faut faire une distinction; et si vous réduisez la peine aux travaux forcés à vie lorsqu'il s'agira d'un employé, vous devez réduire aux travaux forcés à temps lorsqu'il s'agira de tout autre individu.

L'article 345 porte aussi la peine des travaux forcés à vie, et est relatif à la contrefaçon des sceaux de l'Etat. Dans cette disposition législative on devrait, ce me semble, apporter quelque diminution de peine, car l'on ne doit appliquer la peine des travaux forcés à vie, d'après la loi que nous examinons, que lorsque la législation actuelle prononce la peine de mort.

Je m'abstiendrai de prolonger ces citations qu'il me serait facile de multiplier: les articles qui se rapportent aux

attentats contre la sûreté de l'Etat, à la séquestration illégale et à divers autres crimes spécifiés dans le Code pénal, ne devraient-ils pas être modifiés? Pourquoi donc ne pas étudier le principe à introduire dans notre législation, de manière à venir immédiatement nous proposer une rédaction graduée de toutes les pénalités qui ont rapport à ces différentes matières? Mais j'appellerai surtout l'attention de la Chambre sur les articles 643, 644, 645 et 650. Ces articles se rapportent au vol à force ouverte commis sur une grande route.

— Hier l'honorable député Chiaves disait, et avec raison, que, puisqu'on diminuait la peine de mort et qu'on la réduisait à celle des travaux forcés à vie, principalement dans le premier numéro de l'article 644, on devait également diminuer toutes les autres peines portées dans le même article. Nous devons faire cela pour être conséquents. Toutefois quant à moi je voudrais, arrivé à ce point, vous faire une autre proposition.

Aux articles 643 et 644 il est dit que dans le vol à force ouverte, lorsqu'il y aura eu homicide, quoique seulement tenté, s'il est accompagné de blessures, coups ou mauvais traitements de nature à constituer un crime, le coupable sera puni de la peine de mort.

Or je crois que si vous maintenez la peine de mort dans les cas dont il s'agit au numéro premier de cet article, il faut faire une distinction, et cette distinction je voudrais l'introduire pour que l'homicide même manqué, lorsqu'il est accompagné de blessures de nature à mettre la vie en danger, soit puni comme si le crime était consommé, conservant les dispositions de notre Code pénal, et n'y faisant qu'une simple modification qui consisterait à écarter la peine de mort, lorsqu'il ne s'agira que de coups ou de mauvais traitements, quoique constituant un crime.

Cette distinction me paraît nécessaire dans l'hypothèse suivante: je suppose deux malfaiteurs qui, chacun de leur côté, arrêtent un voyageur; ces deux individus font usage d'armes à feu: l'un tire et tue son adversaire; l'autre tire de même, le laisse pour mort et le dépouille de tout ce qu'il a. Je vous demanderai quel est la différence entre les crimes de ces deux individus. Est-il moins coupable celui qui a laissé sa victime sans l'achever parce qu'il l'a crue morte, que celui qui du premier coup l'a étendue sans vie? Et peut-on regarder comme circonstance qui doit diminuer la culpabilité du premier si sa victime, ou par suite de sa bonne constitution, ou par l'habileté du médecin, au bout d'un certain temps se remet avec peine et en conservant toujours une santé chancelante et précaire? D'après les théories du droit pénal qu'on ne voudra certainement pas contester, ces deux individus ne doivent-ils pas être regardés comme coupables d'homicide?

En effet, l'intention est la même chez chacun d'eux, le fait mis à leur charge est le même, et si le crime n'a pas tout à fait eu pour l'un le même résultat que pour l'autre, cela est dû à une cause tout à fait indépendante de leur volonté. Je sais que le Code pénal admet dans les crimes ordinaires une distinction toutes les fois qu'il y a crime manqué; mais lorsqu'il s'agit de vol à force ouverte, le

Code a sagement fait d'écarter cette distinction, afin que les juges ne pussent pas à leur gré appliquer une peine plus ou moins forte lorsque la culpabilité est la même. Notre Code a surtout voulu punir plus sévèrement que tous autres ce genre de crimes si fréquent en Piémont; il a compris que c'était là une de ces tristes nécessités que le législateur ne doit jamais perdre de vue.

Dans ces crimes, le degré d'audace, de perversité, de mépris des lois est à son comble; il ne fallait donc pas faire une différence entre l'homicide seulement tenté et celui qui est consommé.

Si on eut admis dans ce cas une distinction, il serait arrivé que de ces deux agresseurs, l'un paye de sa vie son forfait, tandis que l'autre, n'étant condamné qu'aux travaux forcés à vie, peut rentrer au bout de quelques années dans le sein de la société et se livrer à de nouveaux méfaits; car vous savez que de pareils hommes sont incorrigibles; et ne serait-ce pas compromettre la sécurité de ce pays que de faire autrement? En admettant la distinction que j'ai l'honneur de proposer, si toutefois l'amendement de l'honorable M. Genina n'est pas accepté, l'on préviendra bien des crimes, qui pourront se commettre grâce à une espèce d'abri tutélaire, que les malfaiteurs croiront trouver sous l'égide de cette loi.

Les malfaiteurs habitués à enfreindre les dispositions du Code pénal, en connaissent fort bien les dispositions; ils savent la peine qu'ils encourent et toutes les conséquences que les faits auxquels ils veulent se livrer peuvent entraîner; dès lors ne leur laissons pas voir dans cette loi une espèce d'impunité pour leurs crimes, n'enhardissons pas par l'atténuation de la peine l'homme pervers à se livrer à ces mauvais penchants. Que cette loi n'ait pas pour effet d'augmenter le nombre des vols à force ouverte sur les grands chemins, déjà malheureusement trop fréquents chez nous. Quant à moi, je ne puis me le dissimuler, je crains de les voir augmenter beaucoup, et cependant nous n'avons d'autre but, en approuvant cette loi, que de prévenir le retour des excès qu'on a si souvent déplorés dans ces dernières années.

L'heure étant avancée, je prierais monsieur le président de vouloir renvoyer la continuation de mon discours à demain, surtout que j'aurais encore bien de choses à ajouter.

Voci. Sì! A domani!

La seduta è levata alle ore 5 1/2.

Ordine del giorno per la tornata di domani:

- 1° Seguito della discussione del progetto di legge per modificazioni al Codice penale;
- 2° Interpellanze del deputato Moia al signor ministro della guerra;
- 3° Discussione del progetto di legge portante vendita e permuta di stabili tra le finanze e l'ospedale di Vercelli;
- 4° Discussione del progetto di legge per riscatto delle enfiteusi.